



# rapport annuel

## 2008/2009

economiesuisse  
Fédération des entreprises suisses  
Verband der Schweizer Unternehmen  
Federazione delle imprese svizzere  
Swiss Business Federation

#### **Impressum**

**Cette publication paraît en français et en allemand**

**Composition et production: Daniel Stähli, dast Visuelle Kommunikation, Zurich**

**Rédaction: Vera Reinhard, economiesuisse**

**Impression: Gebo Druck AG, Zurich**

**Edition: avril 2009**

**© economiesuisse 2009**

Avant-propos	2
Rétrospective 2008	4
Priorités de politique économique 2009	6
<b>Organisation</b>	
Portrait	19
Membres	20
Comité directeur	24
Comité	25
Commissions permanentes	28
Direction	29
Sièges	30
Contacts nationaux et internationaux	31
Activités 2008	32
Agenda 2009	36

L'année 2008 entrera dans l'histoire économique comme celle d'un grand bouleversement. Ce qui a débuté aux Etats-Unis par la crise des subprimes s'est transformé ensuite en une crise économique et financière mondiale. Le secteur financier n'est pas le seul à être touché, puisque l'ensemble de l'économie a plongé à son tour dans la récession ces derniers mois. Pour la Suisse, ce retournement a mis fin brutalement à un cycle conjoncturel de cinq ans excessivement florissant. L'économie suisse d'exportation souffre plus particulièrement depuis le 4<sup>e</sup> trimestre de la régression économique mondiale. Cette évolution s'accompagne d'un net repli des investissements d'équipement. De même, notre économie domestique se ressent de plus en plus du fléchissement international. Le chômage a fortement progressé chez nous dans la seconde moitié de l'année. Malgré les programmes de relance d'une ampleur sans précédent qui ont été mis en route dans de nombreux Etats, une rapide sortie de crise n'est pas en vue. Face à tout cela, l'inquiétude est grande pour notre place économique. Cependant, bien que notre pays ne puisse se soustraire aux

effets de la crise mondiale, l'économie suisse est néanmoins persuadée qu'il est mieux équipé que d'autres pour affronter la tourmente. En temps de crise comme en période de prospérité, notre régime économique, en comparaison internationale très libéral et propice aux affaires, est un avantage pour nos entreprises. La flexibilité de notre marché du travail, notre faible niveau d'imposition, la forte capacité d'innovation de nos entreprises ainsi que les conditions-cadre favorables à nos exportateurs, voilà autant d'atouts qui permettent à l'économie helvétique de réagir efficacement à la situation présente. En outre, de nombreuses entreprises suisses sont diversifiées à l'échelle mondiale et bien capitalisées, ce qui leur est profitable en période de marasme conjoncturel.

Même (et surtout) par gros temps, l'économie suisse reste profondément attachée à une politique économique libérale: notre principale préoccupation doit être de préserver une politique axée sur la sauvegarde et le renforcement permanent de la compétitivité helvétique. Les mesures de soutien conjoncturel n'ont qu'un caractère subsidiaire et doivent être maniées avec précaution. Il faut préserver nos traités de libre-échange et poursuivre le processus d'ouverture de nouveaux marchés. Enfin, la concurrence fiscale entre les cantons ne doit pas être «désactivée».

Face à la crise de confiance qui sévit à l'échelle mondiale, l'économie suisse est mise au défi de dire quelles conséquences il convient de tirer, selon elle, de la crise financière. Ses réponses permettront de restaurer pleinement l'acceptabilité des exigences de l'économie de marché, dans le meilleur intérêt de la Suisse. Car l'économie de marché est le seul système capable d'assurer durablement la croissance et l'emploi, partant les ressources financières de la prévoyance sociale.

La réforme stratégique que nous avons adoptée en 2007, de même que le nouveau régime des cotisations, ont donné satisfaction au cours de l'exercice sous revue. Lors de la Journée de l'économie, notre fédération a accueilli sa 100<sup>e</sup> association de branche membre: FASMED. Avec cette adhésion, et les quatre autres enregistrées en 2008, le spectre des activités couvertes par economiesuisse s'est encore enrichi. Que nos membres soient ici remerciés pour leur collaboration ouverte et constructive tout au long de l'année écoulée.



**Gerold Bühler**  
Président

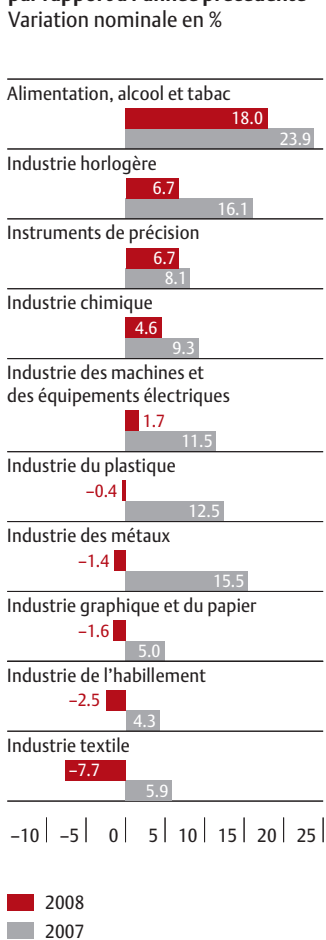
A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. Bühler'.



**Pascal Gentinetta**  
Président de la direction

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Gentinetta'.

## Exportations par branches, variation par rapport à l'année précédente



Source: Administration fédérale des douanes 2009



## Fin abrupte de l'essor conjoncturel

L'année 2008 a vu la fin d'un cycle conjoncturel de cinq ans éblouissant pour l'économie suisse. Le produit intérieur brut n'a plus progressé que de 1,6%. Le taux de croissance du PIB est ainsi descendu pour la première fois depuis 2003 au-dessous de la croissance de la production potentielle de 1,9% environ. Au cours des derniers mois de l'année écoulée, la crise des marchés financiers s'est répercutée sur l'industrie suisse des exportations et sur l'économie intérieure et a frappé de plein fouet certaines branches, telles l'industrie de sous-traitance automobile et l'industrie textile. Les exportations ont fortement diminué au quatrième trimestre 2008 dans certaines branches. Elles sont encore restées vigoureuses dans les secteurs de l'alimentation, des boissons et du tabac, des instruments de précision et des produits pharmaceutiques malgré le climat conjoncturel international plus difficile. L'évolution a été clairement positive dans le commerce de détail et les branches situées en amont. Comme les années précédentes, la consommation a dans l'ensemble progressé.

L'évolution dramatique des marchés financiers a eu des conséquences immédiates sur la création de valeur dans l'industrie financière. La baisse des actions a déprécié les portefeuilles de la clientèle et a fait chuter le volume des affaires et les commissions. La réduction de la création de valeur du secteur des services financiers a eu l'année dernière un effet négatif sur l'évolution du produit intérieur brut, alors que pendant la période d'euphorie, l'apport de ce secteur représentait environ un tiers de la croissance de l'ensemble de l'économie. Dans l'ensemble, le secteur des investissements s'est bien comporté en 2008. Tandis qu'au premier semestre, le taux d'inflation était jugé trop élevé, le problème de la hausse des prix s'est désamorcé avec la forte chute du prix du pétrole et la baisse de dynamisme de l'économie constatée vers la fin de l'année. Le ralentissement économique a aussi fait progresser le taux de chômage au deuxième semestre 2008. Ce dernier a atteint 2,6% en moyenne annuelle.

## Succès d'économiesuisse

### La voie bilatérale avec l'UE assurée

En 2008, economiesuisse a mené conjointement avec l'Union patronale suisse et l'Union suisse des arts et métiers une enquête relative à l'Accord sur la libre circulation des personnes. Il en est ressorti que les milieux économiques étaient clairement favorables à la reconduction et à l'extension de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE. Cet accord facilite l'accès réciproque des parties au marché du travail et, dans la perspective des entreprises, contribue considérablement à la croissance et à la prospérité de la Suisse. economiesuisse s'est pleinement engagée pour faire prévaloir la reconduction et l'extension de la libre circulation des personnes contre la volonté de leurs adversaires qui avaient demandé le référendum. Le 8 février 2009, les milieux économiques ont pris acte avec grande satisfaction que près de 60% du peuple suisse avait glissé un oui dans l'urne. Cette nouvelle confirmation des accords bilatéraux Suisse-UE renforce notre économie et est dans l'intérêt national.

### Engagement dans d'autres domaines politiques importants

Soucieux des répercussions des hausses de prix annoncées de l'électricité, Gerold Bühler a convié en septembre les représentants des entreprises consommatrices d'électricité et de l'industrie électrique à une table ronde. Les participants y ont présenté en commun un ensemble de mesures à prendre pour endiguer les hausses de prix annoncées, dans l'intérêt de l'économie suisse, en lien avec la nouvelle réglementation du marché de l'électricité dont l'entrée en vigueur était prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Les parties se sont aussi mises d'accord sur les actions à entreprendre pour garantir un approvisionnement en électricité suffisant



En politique financière, economiesuisse s'engage fermement en faveur d'une stratégie visant à maintenir à un bas niveau la quote-part de l'Etat et la quote-part fiscale. La priorité consiste à contrôler l'endettement. Pour les milieux économiques, le constat est clair: le frein à l'endettement doit être complété par la règle complémentaire proposée par le Conseil fédéral ainsi que par la règle de financement durable des assurances sociales élaborée par economiesuisse et par l'Union patronale suisse.

En décembre 2008, economiesuisse a publié pour la première fois son Moniteur financier. Celui-ci doit sonder chaque année la population sur la politique financière. Les résultats montrent que 80% des personnes interrogées sont favorables à une meilleure allocation des ressources publiques existantes ainsi qu'à une diminution des dépenses et à des baisses fiscales. La population suisse renvoie aux milieux politiques une image forte et cohérente depuis des années. En 2008, les résultats de deux importantes votations l'ont prouvé. En février, le souverain a suivi l'économie en approuvant la réforme fiscale des PME. En novembre, c'est l'initiative populaire «pour un âge de l'AVS flexible» qui a été rejetée.

Une concurrence efficace constitue la base d'un régime économique libéral. C'est pourquoi la politique de la concurrence est l'un des domaines centraux de la politique économique libérale et de tous les efforts visant à renforcer la place économique suisse. economiesuisse a adopté dans ce sens une prise de position comportant dix principes de politique de la concurrence offrant un cadre à ses travaux. Elle s'engage pour la libre circulation des marchandises et préconise l'application du principe du Cassis de Dijon. Il est réjouissant que le Conseil fédéral et le Parlement aient très largement adopté les postulats de l'économie sur l'introduction de ce principe.

En 2008, economiesuisse a publié une prise de position sur la politique suisse de la formation. Elle a formulé, sur la base des travaux de la Commission Formation et recherche, les étapes qui, dans la perspective des milieux économiques, s'imposent dans les secteurs de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Dans le domaine du gouvernement d'entreprise, economiesuisse œuvre en faveur d'un renforcement des droits des actionnaires dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme. Dans l'annexe au Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise, actualisé en 2007, economiesuisse a recommandé d'intégrer les actionnaires dans les discussions sur les salaires. La révision du droit de la société anonyme doit permettre de préserver la flexibilité indispensable dans la concurrence internationale. Les responsabilités du conseil d'administration ne doivent pas être affaiblies. Il y a lieu de séparer clairement les tâches du conseil d'administration de celles de l'assemblée générale. A l'avenir, les actionnaires doivent aussi pouvoir se prononcer sur les indemnités accordées au conseil d'administration.

economiesuisse s'engage en permanence en faveur d'une ouverture aussi rapide que possible du marché postal. Le Conseil fédéral a franchi en été 2008 une première étape timide en décidant d'abaisser le monopole des lettres à 50 grammes au milieu de l'année 2009. Les milieux économiques continueront d'œuvrer pour que ce modeste pas soit suivi d'autres.

## Vie de l'association

En 2008, economiesuisse a accueilli cinq nouveaux membres: l'Association des cliniques privées suisses (CPS), l'Association suisse des gérants de fortune (ASG), FASMED, la Fédération des associations suisses du commerce et de l'industrie de la technologie médicale, kmuNEXT, une plateforme de promotion d'une gestion d'entreprise responsable en Suisse et l'Association des industries tessinoises (AITI).



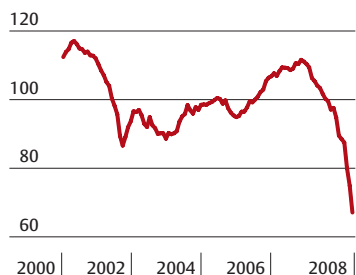
Le Comité d'économiesuisse a décidé en mars 2008 de constituer une Commission des questions juridiques et il a élu l'un de ses membres, David Frick, à sa présidence. Cette commission assure une fonction d'intégration juridique des groupes de travail existants. Elle fixe les priorités sur les questions de réglementation et les intègre dans les décisions du Comité et du Comité directeur. Afin de renforcer les secteurs d'infrastructures, le Comité a décidé en novembre de remplacer la Commission des transports par une Commission des infrastructures. La nouvelle instance, dirigée par Hanspeter Rentsch, a pour mission de développer les principes d'une vision intégrée des secteurs d'infrastructures (transports ferroviaire et routier, aviation, télécommunications et services postaux).

La direction de la Commission de l'économie extérieure est désormais assurée par Rudolf Wehrli. economiesuisse a nommé un nouveau responsable du domaine Finances et fiscalité. Christoph Schaltegger en assumera la responsabilité à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009 et a été nommé membre de la direction. M. Schaltegger, qui était jusqu'à présent responsable suppléant du domaine Finances, fiscalité et infrastructures, succède à Martin Kaiser, qui rejoint l'Office fédéral des assurances sociales, où il assumera une fonction dirigeante. economiesuisse a également créé un domaine Energie et infrastructures: Urs Näf, le spécialiste d'économiesuisse de politique énergétique, en assumera la responsabilité ad intérim. De nouveaux collaborateurs sont arrivés pendant l'année 2008. Cristina Gaggini, membre de la direction, a pris la direction du siège de Genève ainsi que du Tessin, dont le responsable sera Angelo Geninazzi dès le 1<sup>er</sup> mai. Jan Atteslander, nouveau membre de la direction, est responsable des questions d'économie extérieure; il remplace Gregor Kündig, parti à la retraite. Le bureau de Berne a lui aussi été repourvu: Regina Ammann a succédé à Theo Zijdenbos, parti dans l'économie privée. Un nouveau délégué à Bruxelles a été désigné en la personne de François Baur. Son prédécesseur, Florent Roduit, est passé à l'organe de promotion économique de la Riviera vaudoise, Promove. Notre responsable de l'administration, Martin Ramel, est malheureusement décédé au printemps d'une brève maladie grave. C'est Urs Geissbühler qui a repris ses fonctions.



## Indicateur du climat économique de l'UE (zone euro; UE-15)

Corrigé des variations saisonnières

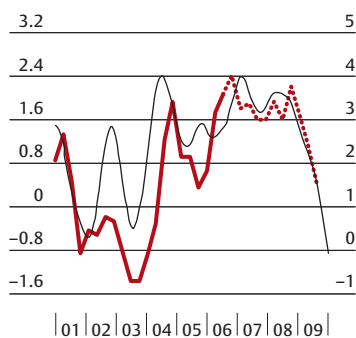


Source: Eurostat, 2008

## Perspectives économiques générales

L'économie s'attend à une année 2009 très difficile. Les deux premiers trimestres 2009 montrent une forte rétractation de la conjoncture. Le ralentissement actuel concerne surtout les exportations et les investissements d'équipement qui, vu l'incertitude affichée pour l'avenir par les entreprises, vont fortement diminuer. Le recul de l'activité économique attendu dans le même temps chez nos principaux partenaires commerciaux va aussi conduire la Suisse vers une récession marquée. Mais notre pays possède au moins un avantage essentiel, celui de ne pas connaître à ce jour de blocage du crédit, contrairement à ce qui se passe dans certains pays. Il faut tout faire pour que cette situation se maintienne. Les exportations resteront ces prochains mois le talon d'Achille de l'évolution conjoncturelle. C'est surtout la récession générale en Europe qui entraînera des conséquences négatives. A cela, il faut ajouter la tendance à la revalorisation du franc suisse vis-à-vis de l'euro. Si les perspectives sont extrêmement négatives dans divers secteurs, certaines branches d'exportation semblent moins souffrir de la crise. Outre l'industrie chimique et pharmaceutique, c'est le cas surtout pour l'industrie de l'alimentation, des boissons et tabacs, la technique médicale et les entreprises actives dans le domaine de l'énergie. La large diversification de l'économie suisse se révèle être un atout, bien que l'on puisse s'attendre dans l'ensemble à une baisse sensible des exportations par rapport à 2008. Au cours de l'année, l'économie intérieure sera également touchée. L'augmentation du pouvoir d'achat résultant de la hausse des salaires réels soutiendra la conjoncture. La forte diminution de la marge de fluctuation du Libor, fixée entre zéro et 0,75%, aura également un effet positif. Elle alimentera la consommation et allégera les charges des entreprises. La faible conjoncture fera augmenter le taux de chômage, tandis que la baisse des prix des matières premières maintiendra l'inflation à un bas niveau.

## Baromètre conjoncturel du KOF et PIB



— Baromètre conjoncturel du KOF (approche multisectorielle), échelle de gauche

— PIB réel (variation par rapport à l'année précédente, en %), échelle de droite

..... Estimation du PIB: 2006/07 (OFS/SECO), 2008 (KOF)

Source: Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ (KOF), 2008

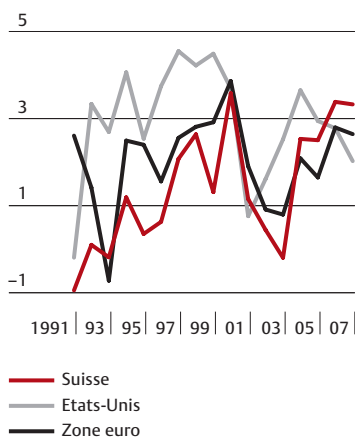
Les conséquences de la crise des marchés financiers seront encore perceptibles dans l'économie mondiale bien au-delà de 2009. Après les mesures d'urgence de grande ampleur prises dans le domaine financier, il faudra non seulement du temps, mais aussi la mise en place d'un mode de fonctionnement adéquat de tous les acteurs impliqués (Etat, banques centrales, banques) pour restaurer la capacité du secteur et regagner la confiance. Les banques centrales devront résorber à temps les énormes liquidités injectées dans le système pour garantir la stabilité des prix lors du prochain essor conjoncturel. Le redressement de l'économie mondiale sera plus ardu, car la croissance ne pourra plus s'appuyer sur un endettement croissant du secteur privé. L'économie suisse observe avec inquiétude l'évolution amorcée dans certains pays européens. L'Espagne, l'Irlande et la Grande-Bretagne notamment sont aux prises avec de grands problèmes dans le secteur immobilier et elles ressentiront sans doute pendant des années la correction de valeur en cours dans leurs marchés immobiliers. De nouvelles dépréciations de valeur des monnaies dans certains pays de l'Est pourraient déboucher sur des problèmes de refinancement bancaire. L'économie suisse se verra donc confrontée en 2010 aussi aux effets d'une conjoncture internationale anémique.

## Conjoncture et croissance

### Maintenir le cap dans un environnement difficile

La crise des marchés financiers affecte la politique économique mondiale au-delà de son simple aspect conjoncturel. Un changement de modèle s'annonce, vers un interventionnisme plus poussé de l'Etat. La préservation de la compétitivité de l'économie suisse à long terme ne doit pas pâtir d'un activisme à court terme. Il convient bien plutôt de mettre l'accent sur la politique économique libérale qui a fait ses preuves. Les mesures prises par la Banque nationale suisse et les autres banques centrales pour assurer les flux du marché monétaire et du crédit ne sont pas contestées. Le recul du renchérissement offre à notre institut d'émission la marge de manœuvre nécessaire à cet égard.

**Taux de croissance annuel  
du produit intérieur brut réel**  
En %



Source: OCDE, 2008

economiesuisse est aussi favorable à une meilleure régulation du système financier. Cela implique de mettre la qualité au premier plan.

En revanche, la spirale des subventions amorcée dans différents pays pose problème pour la stabilité des finances publiques. Le danger est grand que cette pratique limite la marge de manœuvre future de la politique financière et qu'elle sape la crédibilité de la politique de concurrence et la libéralisation multilatérale du commerce. Un vent contraire souffle également en Suisse sur les réformes visant à augmenter la concurrence. Or tourner le dos aux réformes stimulant la concurrence n'est pas dans l'intérêt d'une croissance durable. Même en période de crise, il ne faut pas perdre de vue le développement à long terme. Vu le niveau élevé des importations et du taux d'épargne de la Suisse, les impulsions conjoncturelles sous forme d'augmentations de dépenses ou de baisses d'impôts ont peu d'impact chez nous comparativement à leur effet aux Etats-Unis. Les augmentations de dépenses engagées à l'enseigne de la «politique conjoncturelle», si elles ne sont pas ciblées, limitées dans le temps et déclenchées suffisamment tôt, sont non seulement inefficaces, mais susceptibles de représenter une lourde dette supplémentaire pour les générations suivantes. C'est pourquoi il ne faudrait envisager d'éventuels programmes conjoncturels que de manière subsidiaire, si l'on constate en cours d'année une dégradation sensible des perspectives pour l'année suivante. Des mesures touchant au marché du travail (chômage partiel), limitées dans le temps, entreraient en ligne de compte. En outre, seules devraient être prises des mesures déjà prévues tôt ou tard. Entrent dans cette catégorie les réformes concernant la taxation des familles et la compensation de la progression à froid, qui sont portées par une large majorité politique, ce qui conduit à leur donner la priorité. En revanche, il est judicieux de différer l'augmentation de la TVA, qui entraverait une reprise conjoncturelle. Enfin, il est aussi possible d'anticiper les investissements dans les infrastructures et la formation, pour autant que leurs effets bénéfiques soient avérés économiquement. Même si ces investissements n'ont pas une efficacité optimale sous l'angle de la politique conjoncturelle, les dépenses ainsi engagées bénéficieront à la génération suivante. economiesuisse est résolument opposée à d'autres augmentations de dépenses. Pour consolider l'économie suisse, economiesuisse s'engagera en faveur de la poursuite de la voie bilatérale avec l'UE. L'extension du réseau d'accords de libre échange avec des pays extra-européens constitue un autre point fort de la politique extérieure. En matière de politique fiscale, il importe de garantir la compétitivité de notre économie. Au chapitre de la révision du droit des sociétés anonymes, economiesuisse est favorable au renforcement du droit des actionnaires et à la mise en place de systèmes d'incitation orienté sur le long terme.

Pour des informations plus détaillées:

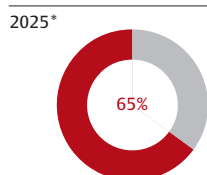
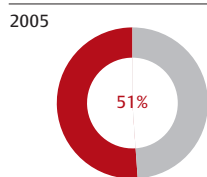
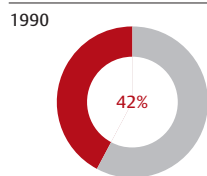
[www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/conjoncture\\_croissance](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/conjoncture_croissance)

## Finances publiques

### Une politique financière solide et durable

Dans une économie mondialisée, une politique financière solide est un facteur de compétitivité décisif. A cet égard, la quote-part de l'Etat et le taux d'endettement constituent d'importants indicateurs. Ils montrent en l'occurrence que la Suisse a perdu beaucoup de terrain depuis 1990. Les programmes d'allègement et le frein à l'endettement commencent certes à porter leurs fruits, mais la poursuite d'une discipline stricte en matière de dépenses demeure une priorité absolue, d'autant plus au vu des graves problèmes économiques qui se profilent à l'horizon. Dans le sillage de la crise financière et du ralentissement conjoncturel à l'échelle mondiale qui en est le corollaire, certains gouvernements adoptent à la hâte des plans de soutien dont les effets risquent de faire long feu. C'est pourquoi 2009 sera une année charnière. Il s'agira en effet, malgré un environnement hostile, de maintenir la politique financière sur la voie de la raison et d'éviter de mettre en jeu à la légère les progrès, durement acquis, qui renforcent la compétitivité de la place économique suisse.

### Evolution des dépenses entrant dans la quote-part de l'Etat consolidée en Suisse



■ Prévoyance sociale  
■ Autres groupes de tâches

\* propres estimations, sur la base de la tendance 1990–2005

Sources: AFF, Finances publiques en Suisse 2005, OFAS, Statistiques des assurances sociales suisses 2006, economiesuisse, Concept des dépenses 2002

### Ancrage juridique de la règle complémentaire et de la règle de financement durable

Grâce au frein à l'endettement, le Conseil fédéral et le Parlement disposent d'un instrument permettant de réagir de manière appropriée aux changements économiques. Les clauses conjoncturelles de cet outil autorisent l'engagement en 2009 de dépenses supplémentaires de l'ordre de 1 milliard de francs, dont une première tranche a déjà été débloquée pour stabiliser le système financier. Une seconde tranche, prévue pour le printemps 2009, sera consacrée à des investissements dans des projets d'infrastructure. economiesuisse veillera à ce que toutes les mesures préconisées permettent effectivement de soutenir la conjoncture à court terme et de manière efficace. On admet, d'une manière générale, que ce sont les investissements dans des projets d'infrastructure qui fonctionnent le mieux pour stimuler la croissance, ce type de dépenses créant de la valeur tout en provoquant une hausse raisonnable de l'endettement. Il doit toutefois s'agir de projets susceptibles d'être réalisés sans délai, c'est-à-dire encore pendant la phase de ralentissement économique. L'ancrage juridique de la règle complémentaire est une autre priorité des milieux économiques, puisqu'il permettra de maîtriser une deuxième source d'endettement, à savoir celle qui provient des assurances sociales. Il importe que la question du financement durable des assurances sociales soit abordée avec détermination, de façon à éviter que les difficultés financières de ces assurances n'empêchent l'Etat d'assumer pleinement ses autres tâches. C'est pourquoi la règle de financement durable proposée conjointement par economiesuisse et l'Union patronale suisse doit impérativement être mise en œuvre.

Pour des informations plus détaillées: [www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/finances](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/finances)

### Impôts

#### Poursuivre avec détermination la réforme de la taxe sur la valeur ajoutée

economiesuisse s'engage en faveur de l'attractivité fiscale de la Suisse. C'est un facteur central tant pour le secteur industriel que pour celui des services. A cet égard, un jalon décisif est posé avec la révision totale de la loi sur la TVA. Son premier volet prévoit un allègement pour les entreprises et le second une simplification ainsi qu'une contribution à la croissance par l'introduction d'un taux unique. S'il importe que la première partie de la réforme de la TVA puisse être terminée en 2009, il est tout aussi indispensable, estime economiesuisse, que le Parlement se penche sans délai sur la seconde partie de cette réforme. Afin de simplifier la taxe sur la valeur ajoutée, les milieux économiques exigent que, parallèlement aux mesures législatives, des améliorations considérables soient apportées au niveau de la mise en œuvre. economiesuisse est favorable à une collaboration étroite avec l'administration sur les questions de TVA et souhaite que l'organe consultatif en la matière joue un rôle plus actif.

#### Préserver l'attractivité fiscale de la Suisse

Dans le domaine de la fiscalité des entreprises, il s'agit de concevoir la 3<sup>e</sup> réforme de l'imposition des entreprises. Destinée à renforcer considérablement la compétitivité internationale de la Suisse, cette réforme doit mettre l'accent sur une réduction sensible des taux de l'impôt sur les bénéfices pour toutes les entreprises, mais aussi supprimer, entre autres, le droit d'émission sur les fonds propres et les fonds étrangers.

Dans le cadre de la controverse fiscale avec l'Union européenne, economiesuisse soutient le Département fédéral des finances dans la recherche d'une solution qui préserve l'entière souveraineté de notre pays en matière de fiscalité: l'attractivité fiscale de la Suisse n'est pas négociable. C'est pourquoi economiesuisse souhaite le maintien de l'autonomie fiscale des cantons et s'oppose à l'introduction de taux d'imposition minimaux. L'initiative du PS «Pour des impôts équitables – Stop aux abus de la concurrence fiscale» mérite, quant à elle, d'être catégoriquement rejetée.

Pour des informations plus détaillées: [www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/fiscalite](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/fiscalite)

---

**Accords de libre-échange conclus par la Suisse, sous l'égide de l'AELE ou bilatéralement\***

---

**En vigueur**

Egypte  
Chili  
AELE  
CE\*  
Iles Féroé\*  
Israël  
Jordanie  
Corée  
Croatie  
Liban  
Maroc  
Macédoine  
Mexique  
Autorités palestiniennes  
Singapour  
Union douanière d'Afrique australe (UDAA)  
Tunisie  
Turquie

**Signés**

Japon\*  
Canada  
Colombie

**En cours de négociation**

Algérie  
Inde  
Conseil de coopération pour les Etats arabes du Golfe  
Pérou  
Thaïlande

**Préparatifs en vue de négociations**

Albanie  
Indonésie  
Russie  
Serbie  
Ukraine

**Examen de faisabilité**

Chine\*

Source: Seco  
État: mars 2009

## Economie extérieure et mondialisation

### Consolider le multilatéralisme

La Suisse est l'un des pays les plus fortement intégrés dans l'économie mondiale. Elle gagne un franc sur deux à l'étranger. Une circulation internationale des marchandises, des services, des capitaux et des personnes la plus libre possible est un important préalable à la compétitivité des entreprises suisses. Mais les négociations du cycle de Doha progressent peu. Il existe toujours des divergences entre les grandes puissances commerciales. Les efforts déployés pour faire aboutir les négociations de l'OMC doivent être poursuivis sans relâche en 2009. L'économie suisse s'attend à ce que notre pays s'engage résolument en faveur d'un résultat substantiel sur l'accès au marché des biens industriels et des services ainsi que sur la protection de la propriété intellectuelle et sur la facilitation du commerce tout en se montrant souple dans l'accès des produits agricoles à son marché.

### Concurrence internationale plutôt que protectionnisme

Outre le libre-échange, des marchés des capitaux ouverts et la liberté d'investissement sont des facteurs essentiels de croissance économique et de prospérité. Dans la crise économique actuelle, de nombreux Etats ont tendance à adopter des mesures protectionnistes et à verrouiller leur économie. Ce type d'interventions susceptibles de déclencher une course au protectionnisme est malsain. La Suisse fait bien de s'engager sur les plans national et international en faveur de la transparence et de la concurrence. Dans le domaine très particulier du matériel de guerre, elle tient, à l'avenir, à garantir l'exportation et le transit rigoureusement contrôlés de ces produits. Une interdiction dans ce domaine nuirait non seulement aux entreprises directement concernées, elle affaiblirait aussi la capacité d'innovation de toute l'industrie suisse d'exportation.

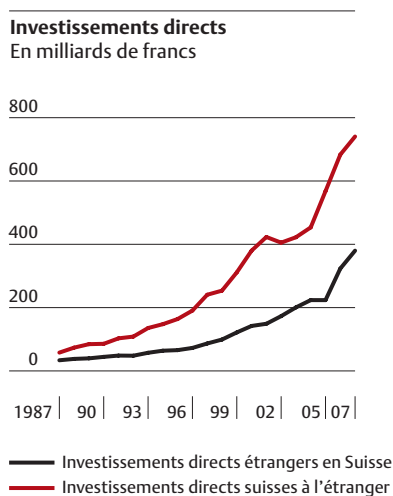
### Renforcer la place économique suisse

A l'heure actuelle, les principaux marchés d'exportation de nos industries sont frappés d'un fort recul de la demande. Il faut donc se réjouir de ce que l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE) et les institutions de promotion de la place économique suisse et des exportations tiennent compte de ces éléments et modulent leurs offres en conséquence. Il est important que la Suisse continue d'améliorer en permanence ses conditions-cadre économiques afin que le pays demeure attractif pour les entreprises dans la concurrence internationale.

La question de la sécurité du trafic transfrontalier de marchandises a pris beaucoup d'importance ces dernières années. Les Etats-Unis ont été les premiers à adopter des mesures unilatérales. A partir de là, une multitude de nouveaux programmes ont été lancés en vue d'améliorer la sécurité de la chaîne de création de valeur sur le plan international. Ils sont susceptibles d'occasionner des coûts de transactions importants pour les entreprises. La sécurité est importante, mais les mesures prises dans ce domaine ne doivent pas exercer un effet de frein sur le commerce. Pour ce qui concerne les personnes, l'économie suisse est favorable à l'introduction du passeport biométrique, car il garantit la liberté de voyager des citoyens suisses.

### Utiliser l'instrument des accords bilatéraux de manière ciblée

Parallèlement aux efforts menés sur le plan multilatéral, les accords bilatéraux et régionaux de libre-échange offrent la meilleure possibilité d'assurer les intérêts économiques extérieurs des entreprises suisses et d'éviter les discriminations. La nécessaire définition des priorités dans le choix des partenaires de négociations doit être fondée sur les besoins de l'économie et non sur des considérations politiques. La signature de l'accord de libre-échange avec le Japon constitue un jalon pour l'économie suisse. Les prochaines étapes prioritaires seront l'aboutissement des négociations en cours avec l'Inde ainsi que l'ouverture de discussions avec la Chine et la Russie. Il y a lieu d'examiner une reprise des négociations avec les Etats-Unis. La bonne approche consiste à envisager des accords assez étendus qui, outre les échanges de marchandises et de services, réglementent aussi les marchés publics, les questions de concurrence, la propriété intellectuelle et les investissements.



Source: Banque nationale suisse, 2009

Dans nos relations avec l'UE, la voie bilatérale a fait ses preuves. Les accords existants permettent une collaboration pragmatique, orientée vers des solutions, qui répond aux principaux souhaits de l'économie et que soutient la majorité de la population. C'est ce qui est ressorti de la votation du 8 février 2009, qui a vu le peuple approuver l'extension et la reconduction de la libre circulation des personnes et ainsi confirmer pour la cinquième fois la voie bilatérale. Le temps des grandes manœuvres de politique européenne tels qu'on les a connus avec les bilatérales I et II est achevé pour une durée indéterminée. Indépendamment de certains thèmes spécifiques, nos relations avec l'UE ne nécessitent pas d'autre approfondissement. L'accord-cadre qui fait actuellement l'objet d'un débat n'est pas une priorité et devrait faire l'objet d'une appréciation critique. Le dialogue fiscal avec l'UE devra être poursuivi en 2009. La souveraineté fiscale des cantons suisses n'est toutefois pas matière à débat dans ce cadre.

Pour des informations plus détaillées:

[www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/economie\\_exterieure](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/economie_exterieure)

## Concurrence et marché intérieur

### Élimination des entraves à l'importation

economiesuisse s'engage pour l'élimination des entraves commerciales et pour le renforcement de la concurrence. L'introduction planifiée du principe du Cassis de Dijon mérite d'être soutenue, même si elle est unilatérale dans un premier temps. Il importe que les exceptions soient limitées et les dispositions de mise en œuvre nécessaires consolidées, à défaut de quoi le principe du Cassis de Dijon restera un tigre de papier. Ce principe est un instrument majeur de lutte contre les obstacles techniques au commerce, mais l'extension des accords de libre-échange et l'harmonisation des prescriptions suisses avec celles de nos partenaires commerciaux demeurent également des priorités.

### Marchés publics: harmonisation et accès simplifié

economiesuisse salue l'idée d'une révision totale de la loi fédérale sur les marchés publics et s'engage pour que le projet respecte rigoureusement les objectifs de transparence, de concurrence, d'égalité de traitement et d'efficacité. Il faut tendre à une harmonisation aussi poussée que possible, à une plus grande convivialité pour les PME et à la compatibilité avec notre système de milice. Les pouvoirs publics ne doivent pas abuser de leur position pour imposer des conditions qui ne correspondent pas à celles de la libre concurrence. Il importe de garantir dans tous les cas la confidentialité et la protection de la propriété intellectuelle ainsi qu'une protection efficace du droit.

### Protection efficace de la propriété intellectuelle

Les contrefaçons causent des dommages importants à l'économie suisse. Des estimations montrent qu'ils atteignent environ deux milliards de francs par an. Les dégâts ne consistent pas seulement en manque à gagner ou en coûts résultant de la lutte contre la contrefaçon et la piraterie. L'attitude «resquilleuse» des fraudeurs annihile les effets incitatifs d'un régime de protection de la propriété intellectuelle et bride les investissements dans des produits originaux. En outre, l'utilisation abusive d'une marque est susceptible de porter atteinte durablement à son image. C'est pourquoi economiesuisse soutient les mesures de lutte contre la contrefaçon et les copies piratées.

### Élimination des obstacles aux investissements

D'importants obstacles demeurent, même après la mise en œuvre des décisions visant à simplifier le droit de recours des associations. Ceux-ci ne résident pas seulement dans les procédures complexes dans lesquelles les organisations autorisées à recourir occupent toujours une place particulière par rapport aux décisions du Parlement et aux décisions populaires, mais aussi dans le droit matériel. Les prescriptions cantonales en matière de construction, extrêmement hétérogènes, constituent aussi des obstacles aux investissements et des facteurs de hausse des coûts. Il convient de tenir mieux compte

de ces conséquences économiques dans la nouvelle réglementation en matière d'aménagement du territoire.

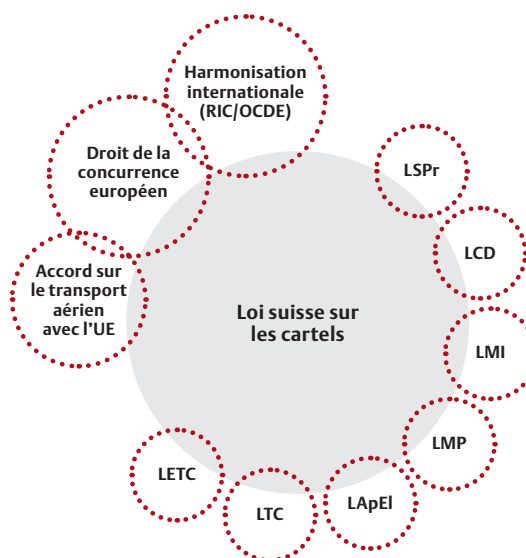
### L'évaluation de la loi sur les cartels montre que des mesures s'imposent

La concurrence est un des piliers d'une économie de marché libérale. Aussi la politique de concurrence est-elle au centre d'une politique économique libérale. Elle doit chercher à maintenir et à optimiser la compétitivité internationale de notre pays. Cela suppose une politique économique extérieure visant à garantir le libre accès aux marchés étrangers, une politique active dans le domaine de la recherche et un esprit d'émulation par rapport aux meilleurs modèles mondiaux dans les domaines politiques décisifs pour la place économique. Le Conseil fédéral doit soumettre au Parlement, avant la fin 2009, un rapport appréciant l'impact de la loi sur les cartels. Du point de vue de l'économie, le droit des cartels montre son impact et les entreprises consentent des efforts importants pour satisfaire les exigences supplémentaires. economiesuisse publie sa propre évaluation du droit des cartels. Celle-ci montre dans quels domaines des améliorations sont nécessaires: les entreprises suisses déplorent surtout l'insuffisance de la sécurité juridique et de la prévisibilité. Pour améliorer la situation, la Commission de la concurrence doit publier des communications axées sur la pratique. D'une manière générale, l'objectif doit toujours être de protéger la concurrence et non les concurrents. La lutte contre les accords illicites ne devrait pas se focaliser excessivement sur des critères structuralistes et prendre davantage en compte la situation concurrentielle. En outre, les autorités doivent faire preuve de retenue en ce qui concerne le contrôle des fusions. Les procédures, quant à elles, présentent des défauts qui doivent être supprimés. L'étude critique aussi le manque d'indépendance de la Commission de la concurrence (Comco) par rapport aux instances politiques. En revanche, elle est favorable au maintien de personnes du terrain au sein de la commission. Enfin, il convient d'examiner l'opportunité de créer une autorité de concurrence unique qui regrouperait la Comco et d'autres autorités sectorielles dotées de compétences d'intervention (par exemple avec l'ElCom, la ComCom, PostReg, le surveillant des prix, etc.).

Pour des informations plus détaillées:

[www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/concurrence\\_reglementation](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/concurrence_reglementation)

### La loi sur les cartels dans le contexte des autres lois et règles internationales régissant la concurrence

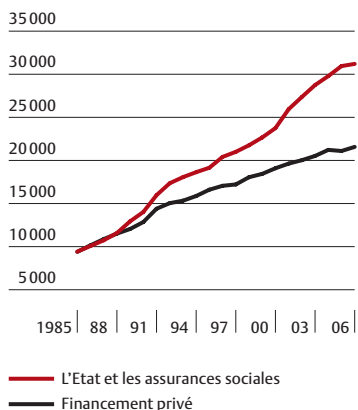


RIC: Réseau international de la concurrence (collaboration avec les autorités de concurrence); OCDE: Organisation de coopération et de développement économique; LETC: loi sur les entraves techniques au commerce; LTC: loi sur les télécommunications; LApEI: loi sur l'approvisionnement en électricité; LMP: loi sur les marchés publics; LMI: loi sur le marché intérieur; LCD: loi contre la concurrence déloyale; LSPr: loi concernant la surveillance des prix

Source: economiesuisse

### Financement direct dans le système de santé suisse: érosion continue de la part privée

En millions de francs



Source: Office fédéral de la statistique, 2007

### Une politique libérale de la santé très contestée

D'importants dossiers de politique de la santé ont été traités en 2008. La modification du financement hospitalier constitue un pas dans la bonne direction: les forfaits liés aux prestations reposent sur des structures mises en place pour l'ensemble de la Suisse. Une base importante est ainsi créée pour faire jouer la concurrence dans le paysage hospitalier. L'application de critères uniformes à la planification hospitalière implique certes beaucoup de rigidité, mais les critères ont au moins l'avantage d'être identiques, du moins sur le papier, pour les hôpitaux publics et privés. Il faudra encore vérifier dans la pratique si ces établissements sont effectivement traités à égalité. Si ce postulat essentiel ne se concrétise pas, la concurrence ne peut pas fonctionner.

Le projet de nouvelle loi sur la prévention proposé par la Confédération se heurte à de fortes critiques des milieux économiques car il va très largement au-delà de l'objectif visé. C'est pourquoi *economiesuisse* demande à la Confédération de le retravailler en profondeur. Il faudrait en particulier renoncer à l'institut de prévention envisagé et optimiser les structures actuelles. Toutefois, les milieux économiques sont favorables à des mesures visant à améliorer la coordination dans le domaine de la prévention.

L'économie s'inquiète de la propension affichée par la Confédération à réglementer à l'excès tous les secteurs de la santé. Des interdictions de toutes sortes sont censées protéger la population contre des produits nuisibles. Vivre sainement devient une obligation. Cela dit, on ne sait pas toujours très bien ce qui est nocif pour l'individu et comment il doit vivre pour rester en bonne santé. Sur les questions de santé en particulier, il n'y a pas de solutions toutes faites. Un système de santé libéral est mieux à même de répondre aux besoins spécifiques des personnes que des interdictions généralisées.

Le mythe de la «santé» fait obstacle depuis des années aux réformes libérales en matière de santé publique en Suisse. La querelle sur les principes – planification centralisée ou modèles de concurrence – entrave les travaux du Parlement. L'année 2008 s'est achevée sur une déception: le Conseil des Etats a rejeté le projet d'assouplissement de l'obligation de contracter entre médecins et caisses-maladie sans présenter une solution de rechange. Si l'on entend maîtriser les défis de l'avenir, il faut arriver à mettre en place une concurrence réglementée dans la santé publique suisse.

Pour des informations plus détaillées:

[www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/sante](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/sante)

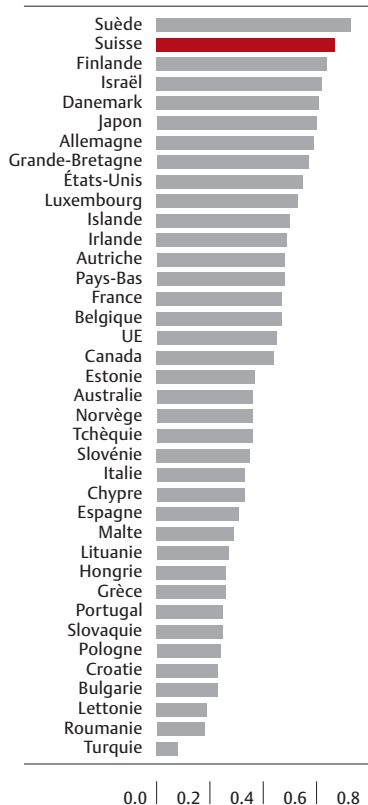
### Education et recherche

La formation et la recherche fournissent une contribution essentielle à la prospérité tant sociale qu'économique. L'innovation et le progrès reposent en effet essentiellement sur la promotion des compétences et des talents. Sachant que ces capacités et aptitudes doivent être encouragées très tôt, *economiesuisse* et l'Union patronale suisse ont mis sur pied, en juin 2008, un groupe de travail «Formation et scolarité obligatoire» chargé d'examiner divers aspects en relation avec l'école obligatoire et l'éducation préscolaire. Nombre des problèmes actuels constatés sur le marché du travail ou dans les hautes écoles sont en effet dus à une sollicitation trop tardive des enfants. La pénurie de personnel qualifié, d'ingénieurs par exemple, ou le manque d'intérêt pour les disciplines scientifiques en sont les conséquences. *economiesuisse* entend ainsi s'intéresser à tout le processus éducatif, pour pouvoir influencer le plus tôt possible sur la formation et le parcours professionnel des enfants et des adolescents.

### HarmoS instaure la transparence

Le soutien au concordat HarmoS, qui pose les bases nécessaires en vue de garantir une amélioration de la comparabilité et de l'évaluation de la scolarité obligatoire en Suisse, constitue un premier pas décisif en la matière. En présence de 26 systèmes éducatifs can-

**Indice synthétique de l'innovation 2007**



L'indice, calculé sur la base de 25 indicateurs, mesure les performances du système d'innovation d'un pays. Plus sa valeur est élevée, plus les performances dans le domaine de l'innovation sont bonnes.

Source: OIT 2007

tonaux différents, il peut arriver que des performances scolaires identiques soient appréciées très diversement d'un canton à l'autre. Il en résulte des erreurs de sélection lors du passage aux degrés suivants ou lors du choix des apprentis. Grâce aux standards de formation vérifiables sur lesquels HarMoS s'appuie, il est possible de réduire considérablement les disparités injustifiées en termes d'évaluation ainsi que leurs conséquences négatives. La concurrence au niveau de la scolarité obligatoire peut ainsi être renforcée.

**Concurrence accrue pour les établissements de formation**

En 2008, economiesuisse s'est aussi intensément impliquée dans le domaine des hautes écoles. Dans ses lignes directrices pour la formation et la recherche, elle a défini trois priorités pour les années 2008–2011: il s'agit, premièrement, de renforcer encore la concurrence entre les hautes écoles à l'aide d'incitations adéquates. Dans cette perspective, les hautes écoles doivent bénéficier d'une autonomie accrue dans le choix des enseignants, la fixation des critères de sélection pour l'accès au cycle de master ou la coopération avec des partenaires dans le domaine de la recherche. Deuxièmement, il faut instaurer une orientation plus marquée vers les résultats, en introduisant des taxes d'études variables en fonction des performances au niveau du master, tout en veillant à un financement ciblé et économique des hautes écoles. Troisièmement, il convient de limiter autant que faire se peut l'immixtion de l'administration et des milieux politiques dans la politique d'innovation et de recherche du Fonds national suisse (FNS) ou de la Commission de la technologie et de l'innovation (CTI), la mission des pouvoirs publics consistant bien plus à assurer le transfert de connaissances et de technologies entre les hautes écoles et l'économie.

Pour des informations plus détaillées:

[www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/formation\\_recherche](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/formation_recherche)

**Droit et réglementation**

**Réglementer le gouvernement d'entreprise dans le droit de la société anonyme**

La révision en cours du droit de la société anonyme et du droit comptable revêt une grande importance. Elle poursuit quatre objectifs principaux: améliorer le gouvernement d'entreprise, adapter les structures du capital, réformer les prescriptions régissant l'assemblée générale et moderniser le droit comptable. economiesuisse salue cette révision. Un droit de la société anonyme moderne se caractérise par un bon gouvernement d'entreprise préservant une liberté d'action suffisante des entreprises. L'Etat doit poser des jalons lorsque c'est nécessaire. Des interventions excessives dans la liberté d'action des entreprises affaiblissent cependant l'attrait d'une place économique. La séparation claire des tâches du conseil d'administration et de l'assemblée générale constitue un élément important d'un bon gouvernement d'entreprise. En mélangeant les responsabilités entre ces organes, comme le prévoit l'«initiative contre les rémunérations abusives», on crée des situations peu claires, qui engendrent une insécurité juridique et déstabilisent les entreprises. De plus, les nombreuses interdictions que prévoit cette initiative ne serviraient pas notre économie. Au contraire, des restrictions excessives à l'autonomie d'organisation nuiraient fortement aux entreprises établies en Suisse par rapport à celles qui sont installées à l'étranger. D'autre part, il importe d'intervenir sur le plan législatif pour prévenir les excès à l'avenir. Ainsi, economiesuisse estime judicieux que les actionnaires puissent se prononcer sur la rémunération du conseil d'administration. L'association faîtière se réjouit de ce que le Conseil fédéral recommande le rejet de cette initiative qui va au-delà du but visé, mais accepte ses postulats en tant que contre-projet indirect dans la révision du droit de la société anonyme.

**Politique de la consommation: garder le sens de la mesure**

Les questions de politique de la consommation doivent être abordées de manière nuancée en tenant compte des mécanismes du marché. Les prescriptions en matière de protection sont à améliorer de manière ciblée lorsque cela se révèle nécessaire et efficace.



Des interventions étatiques abstraites fondées sur l'idée que les consommateurs doivent, d'une manière générale, être protégés, entraîneraient une raréfaction et un renchérissement de l'offre de produits et de services. En ce qui concerne la réglementation des conditions commerciales générales, il est important de respecter aussi le principe de la liberté contractuelle. Les obstacles techniques au commerce qui perdurent parmi les prescriptions de déclaration doivent être éliminés. Dans la nouvelle loi sur la sécurité des produits, il faudra également veiller à ne pas créer de nouvelles entraves au commerce.

### Epargner aux entreprises la suspicion générale

Les entreprises sont de plus en plus souvent confrontées à des questions de droit pénal économique. Elles concernent en particulier le blanchiment d'argent, la corruption, mais aussi les délits boursiers. Des réglementations sont en voie d'élaboration ou viennent d'être décidées dans tous ces domaines. Des règles claires en la matière contribuent à la bonne réputation de la place économique. Cependant, elles ne doivent pas créer une situation où des entreprises et d'autres acteurs économiques font l'objet d'une suspicion générale ou sont présumés coupables de fait, font face à des charges disproportionnées ou sont pénalisés sur les marchés internationaux. Economiesuisse s'engage en faveur d'un combat contre la corruption qui soit proportionné, efficace et coordonné au niveau international. La sécurité du droit et des conditions de concurrence loyales sont indispensables au travail des entreprises suisses actives à l'étranger.

Pour des informations plus détaillées:

[www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/concurrence\\_reglementation](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/concurrence_reglementation)

## Energie et environnement

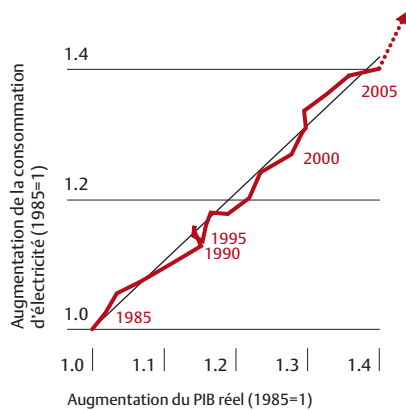
### Garantir à long terme l'approvisionnement en électricité

Pour l'économie suisse, un approvisionnement en énergie à la fois sûr, suffisant et économique reste une priorité. Il est par conséquent capital de contenir l'augmentation des prix de l'électricité annoncée en lien avec l'ouverture de ce marché. Les modifications de l'ordonnance décidées par le Conseil fédéral sur la base de la table ronde organisée par la branche de l'électricité et l'économie, et leur application par l'autorité de régulation, l'ElCom, doivent encore déployer concrètement leurs effets. On attend en particulier des solutions pour les entreprises à forte intensité énergétique. A long terme, la libéralisation du marché de l'électricité doit se fonder sur de nouvelles bases. La loi doit être révisée et s'inspirer du modèle de la réglementation incitative, qui a fait ses preuves dans plusieurs Etats de l'UE. Le bon fonctionnement du marché de l'électricité et la sécurité de l'approvisionnement passent en outre par une offre suffisante. Des jalons adéquats doivent être posés afin d'éviter les pénuries qui menacent à moyen terme. Priorité doit être donnée à l'utilisation et au développement de l'énergie hydraulique ainsi qu'à une procédure d'autorisation rapide pour le remplacement des centrales nucléaires existantes. Car malgré des subventions généreuses aux énergies renouvelables, leur part de marché ne suffira pas à combler dans un délai raisonnable le manque d'électricité attendu. Et compte tenu de la diminution annoncée de l'offre en Europe, un recours plus large au courant importé de l'étranger ne constitue pas non plus une solution.

### Politique climatique: poursuivre une voie qui a fait ses preuves

Avec son faible volume de gaz à effet de serre émis par habitant et par franc de produit intérieur brut, la Suisse compte parmi les nations industrialisées les plus efficaces et les moins intensives en émissions. Ses émissions spécifiques ne représentent que la moitié environ de la moyenne de celle des 15 premiers membres de l'UE. Notre production étant pratiquement exempte de CO<sub>2</sub> et l'industrie ayant déjà fait beaucoup dans la protection du climat, notre potentiel de réduction des émissions est nettement plus faible que celui d'autres Etats. L'étude portant sur les coûts de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> en Suisse présentée par McKinsey au début 2009 a démontré la rentabilité de nombreux investissements favorables à la protection du climat. Le fait que ces derniers ne

**La croissance économique nécessite de l'électricité**  
Corrélation entre la consommation d'électricité et le PIB



Entre 1985 et 2007, la consommation d'électricité a progressé de 1% chaque fois que le PIB augmentait de 1%.

Sources: OFS, Statistique suisse de l'électricité 2007 OFEN

soient pourtant consentis qu'au compte-goutte est à mettre sur le compte de facteurs auxquels les instruments étatiques de politique climatique ne permettent pratiquement pas de remédier. Le succès de la politique climatique suisse, en particulier le respect des objectifs de Kyoto, repose pour l'essentiel sur des efforts volontaires de l'économie. Il s'agit donc de poursuivre résolument sur cette voie, de renoncer clairement à de nouvelles interventions de l'Etat et d'éviter de faire cavalier seul. Continuons à prendre en considération aussi bien l'efficacité que l'économicité de la protection du climat. Une souplesse maximale et la prise en compte des certificats d'émissions étrangers seront par conséquent indispensables à la politique climatique d'après 2012. Dans une conjoncture difficile, le potentiel de croissance à long terme doit être amélioré et non réduit à néant par une politique climatique inflexible.

Pour des informations plus détaillées:

[www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/energie\\_environnement](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/energie_environnement)

### Infrastructures

#### **Ouverture du marché dans un cadre clairement défini**

La présence d'infrastructures modernes et performantes constitue un facteur essentiel pour l'économie. L'ouverture des marchés des infrastructures se traduit par une amélioration du rapport qualité-prix et la prospérité. Il faut donc continuer de la promouvoir. La libéralisation a pour effet principal d'encourager l'innovation et le développement de la qualité. Elle accroît la transparence, ce qui entrave les subventions croisées. En Suisse, presque tous les secteurs liés aux infrastructures manquent de transparence. Il en résulte un risque de mauvaise priorisation en matière d'investissements et, par conséquent, un risque d'emploi non optimal des fonds disponibles, ce qui sur le long terme dessert le site économique. C'est pourquoi economiesuisse œuvre à favoriser une transparence accrue. L'Etat doit s'abstenir autant que possible de fournir des prestations commerciales. De fait, le retrait de l'Etat des secteurs liés aux infrastructures doit s'opérer d'une part au travers de l'ouverture des marchés (libéralisation), et d'autre part par la privatisation progressive des activités de l'Etat. Pour atteindre les objectifs en matière de prospérité, la mise en place de conditions cadres adéquates joue un rôle décisif. Un cadre réglementaire adapté doit donc voir le jour, selon le principe «Ni trop, ni trop peu de régulation.» Aujourd'hui encore, l'Etat intervient souvent dans les secteurs des infrastructures de manière discutable, en cumulant les rôles de propriétaire, de fournisseur, de financier, de surveillant et de régulateur. En Suisse comme sur le plan international, il est devenu manifeste que la libéralisation réussie des secteurs des infrastructures requiert la création d'organismes de réglementation forts et indépendants des administrations afin de veiller au respect des règles du jeu. Dans ce domaine, la Suisse est en retard. Des organismes de réglementation aux compétences clairement définies et des procédures rapides doivent assurer la sécurité juridique de toutes les parties prenantes et contribuer à éviter des coûts inutilement élevés pour les entreprises. Lorsque l'Etat commande des prestations, il doit miser de manière accrue sur les appels d'offres, ce qui encourage la concurrence et l'utilisation efficiente des ressources.

#### **Rail: financer le développement des infrastructures selon le principe de causalité**

economiesuisse encourage le développement du transport ferroviaire. Les différents projets doivent toutefois être soumis à des objectifs clairs et leur rentabilité doit être démontrée de manière transparente. Les priorités pourront ainsi être définies de manière explicite, avec un échelonnement dans le temps. Pour respecter les exigences de ce nouveau soutien, la politique ferroviaire doit plus que jamais faire le choix de l'optimisation des systèmes disponibles et des activités. À cela s'ajoute la mise en œuvre rapide de la réforme du prix des sillons, qu'economiesuisse demande depuis longtemps et qui, entre-temps, a reçu le soutien du Conseil fédéral. Comme évoqué dans l'examen des tâches, la transformation d'autres lignes ferroviaires régionales en lignes de bus doit également être envisagée, surtout là où cela est judicieux sur le plan économique, mais aussi et sur-

tout d'un point de vue écologique. Globalement, la réforme des chemins de fer doit être accélérée. Il est indispensable de clarifier les différents rôles de l'État et de les séparer de manière systématique. Pour ce qui est du trafic des passagers, les lacunes juridiques doivent être comblées pour qu'enfin, là aussi, les appels d'offres deviennent la règle (ils sont d'ailleurs prévus par la loi depuis de nombreuses années). Si le développement des infrastructures nécessite des moyens supplémentaires, la seule solution envisageable, aux yeux d'économiesuisse, est celle qui repose sur le principe de causalité. On pense ici à une augmentation du prix des billets.

#### **Routes: éliminer les goulets d'étranglement**

Pour ce qui est des routes, la transparence est nettement meilleure. Les investissements doivent être réalisés là où l'utilité économique est la plus élevée, c'est-à-dire dans les agglomérations. Une priorisation appropriée est indispensable. Il faut en outre s'opposer à la tentation de créer des taxes unilatérales en vue de réduire artificiellement l'espace routier sans compensation adéquate. La mise en place de péages en Suisse serait d'un mauvais rapport qualité-prix et ne soulagerait guère le trafic. Pour les routes également, il faut recourir à un financement reposant sur le principe de causalité. economiesuisse s'opposera ainsi catégoriquement aux efforts visant à consentir au secteur ferroviaire des subventions croisées supplémentaires en provenance du secteur routier.

#### **Transport aérien: renforcer la position des aéroports nationaux**

Les liaisons intercontinentales revêtent une importance particulière pour l'économie. La position des aéroports nationaux doit ainsi être renforcée, ce qui passe par la mise en œuvre des principes du rapport sur l'aviation. En conséquence, la modification de l'Article 86 de la Constitution fédérale (utilisation des taxes sur le kérosène) doit franchir en 2009 les obstacles de la votation obligatoire. Par ailleurs, le premier projet de révision de la loi sur l'aviation doit être mieux orienté vers les objectifs visés.

#### **Politique postale: accélérer l'ouverture du marché**

En matière d'ouverture du marché, la Suisse est la lanterne rouge de l'Europe. Alors qu'en Europe, le monopole postal concerne les courriers de 50 g maximum, et alors que l'UE vient de décider de lever intégralement ce monopole en 2011, il est toujours fixé à 100 g en Suisse (90% du courrier). L'économie et les consommateurs sont soumis pratiquement aux tarifs postaux les plus élevés et les recettes liées à ce monopole de la Poste suisse restent toujours excessives. Une avancée aura toutefois lieu en cette année. Le Conseil fédéral prévoit en effet de réduire ce monopole à la mi-2009. economiesuisse soutient en outre l'ouverture totale du marché postal dans le cadre de l'intervention parlementaire pour la révision intégrale de la loi sur la Poste.

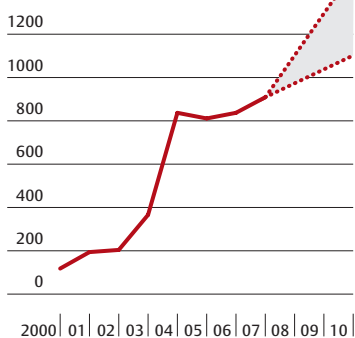
#### **Télécommunications: renforcer la concurrence dans l'intérêt de l'économie**

L'ouverture du marché des télécommunications présente des effets positifs, aussi bien en termes d'innovations et de qualité d'approvisionnement qu'en termes d'évolution tarifaire. La pression concurrentielle, croissante et perceptible, fera baisser encore les prix en 2009, au profit de l'économie et des consommateurs. Par exemple, pour ce qui est des charges de terminaison d'appel appliquées dans le domaine de la téléphonie mobile (encore élevées par rapport au niveau international), economiesuisse encourage le renforcement d'une concurrence efficace sur le marché des télécommunications, ainsi que le retrait progressif de l'État de Swisscom.

Pour des informations plus détaillées:

[www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/infrastructures](http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/infrastructures)

**Bénéfices de La Poste Suisse et prévisions jusqu'en 2010**  
En millions de francs



Sources: La Poste Suisse, Rapports annuels 2001, 2003, 2004, 2006, 2007;  
tendance: calculs d'économiesuisse



economiesuisse est l'organisation faîtière de l'économie suisse. Elle défend les intérêts des entreprises dans le processus politique. L'association représente plus de 30 000 sociétés de toutes tailles et de toutes les branches, qui occupent ensemble plus de 1,5 million d'employés en Suisse. Elle compte parmi ses membres plus de cent associations de branches, vingt Chambres de commerce cantonales et quelques entreprises individuelles.

Notre objectif est de créer des conditions-cadre optimales pour les entreprises suisses. Dans cette optique, il est décisif de préserver leur liberté d'action, de renforcer continuellement la place économique et la recherche suisses face à la concurrence mondiale ainsi que de promouvoir une croissance durable. Le tout contribue à maintenir un niveau d'emploi élevé et à garantir la prospérité en Suisse.

economiesuisse défend les intérêts de ses membres dans le processus politique et auprès de l'opinion publique, et ceci dans tous les domaines de la politique économique. Nous nous focalisons toutefois en priorité sur les questions de finances publiques et de fiscalité, de politique économique extérieure, de formation et de recherche, de politique de l'énergie et de l'environnement ainsi que d'infrastructures. Pour améliorer les conditions-cadre au niveau national et international, economiesuisse s'appuie sur les principes d'une économie de marché libérale et sur ceux de la responsabilité sociale et environnementale.

economiesuisse entretient des contacts réguliers avec le gouvernement, l'administration et le Parlement. Il lui incombe d'identifier à un stade précoce les thèmes politiques intéressant l'économie et de contribuer à la formation de l'opinion à tous les niveaux du processus législatif. Cette action est rendue possible par la participation à des groupes d'experts, la préparation de projets législatifs, les réponses aux consultations, l'observation permanente des décisions du Conseil fédéral ou du Parlement et l'engagement dans le cadre de campagnes de votations. La collaboration avec d'autres organisations nationales et internationales poursuivant des objectifs similaires et les synergies qui en résultent revêtent une grande importance. economiesuisse travaille en collaboration étroite avec l'Union patronale suisse.

Le siège principal d'economiesuisse est à Zurich. L'association est aussi établie à Berne, Genève, Lugano et Bruxelles.

## Chambres de commerce et d'industrie

**Aargauische Industrie- und Handelskammer**  
Entfelderstrasse 11, Postfach, 5001 Aarau  
[www.aihk.ch](http://www.aihk.ch)

**Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino**  
Corso Elvezia 16, Casella postale, 6901 Lugano  
[www.cci.ch/ticino/index.html](http://www.cci.ch/ticino/index.html)

**Chambre de Commerce et d'Industrie du Jura**  
23, rue de l'Avenir, Case postale 274, 2800 Delémont 1  
[www.cci.j.ch](http://www.cci.j.ch)

**Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève**  
4, boulevard du Théâtre, Case postale 5039, 1211 Genève 11  
[www.ccig.ch](http://www.ccig.ch)

**Chambre de commerce Fribourg**  
37, route du Jura, Case postale 304, 1701 Fribourg  
[www.cfcis.ch](http://www.cfcis.ch)

**Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie**  
4, rue de la Serre, Case postale 2012, 2001 Neuchâtel  
[www.ncni.ch](http://www.ncni.ch)

**Chambre valaisanne de commerce et d'industrie**  
6, rue Pré-Fleuri, Case postale 288, 1951 Sion  
[www.cci-valais.ch](http://www.cci-valais.ch)

**Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie**  
47, avenue d'Ouchy, Case postale 315, 1001 Lausanne  
[www.cvcv.ch](http://www.cvcv.ch)

**Glarner Handelskammer**  
Spielhof 14a, 8750 Glarus  
[www.glhk.ch](http://www.glhk.ch)

**Handels- und Industrieverein des Kantons Bern**  
Gutenbergstrasse 1, Postfach 5464, 3001 Bern  
[www.bern-cci.ch](http://www.bern-cci.ch)

**Handels- und Industrieverein des Kantons Schwyz**  
Bahnhofstrasse 4, Postfach 762, 6431 Schwyz  
[www.h-i-sz.ch](http://www.h-i-sz.ch)

**Handelskammer beider Basel**  
Aeschenvorstadt 67, Postfach, 4010 Basel  
[www.hkbb.ch](http://www.hkbb.ch)

**Handelskammer und Arbeitgeberverband Graubünden**  
Hinterm Bach 40, 7002 Chur  
[www.hkgr.ch](http://www.hkgr.ch)

**Handelskammer und Arbeitgebervereinigung Winterthur**  
Neumarkt 15, Postfach, 8401 Winterthur  
[www.haw.ch](http://www.haw.ch)

**Industrie- und Handelskammer St. Gallen-Appenzell**  
Gallusstrasse 16, Postfach, 9001 St. Gallen  
[www.ihk.ch](http://www.ihk.ch)

**Industrie- und Handelskammer Thurgau**  
Schmidstrasse 9, Postfach 396, 8570 Weinfelden  
[www.ihk-thurgau.ch](http://www.ihk-thurgau.ch)

**Liechtensteinische Industrie- und Handelskammer**  
Altenbach 8, 9490 Vaduz  
[www.lihk.li](http://www.lihk.li)

**Solothurner Handelskammer**  
Grabackerstrasse 6, Postfach 1554, 4502 Solothurn  
[www.sohk.ch](http://www.sohk.ch)

**Zentralschweizerische Handelskammer**  
Kapellplatz 2, Postfach 3142, 6002 Luzern  
[www.hkz.ch](http://www.hkz.ch)

**Zürcher Handelskammer**  
Bleicherweg 5, Postfach 3058, 8022 Zürich  
[www.zurichcci.ch](http://www.zurichcci.ch)

## Associations\*

**Aerosuisse Fédération faitière de l'aéronautique suisse**  
Monbijoustrasse 14, Postfach 5236, 3001 Bern  
[www.aerosuisse.ch](http://www.aerosuisse.ch)

**AITI Associazione Industrie Ticinesi**  
Corso Elvezia 16, Casella postale 5130, 6901 Lugano  
[www.aiti.ch](http://www.aiti.ch)

**ASCO Association of Management Consultants Switzerland**  
Weinbergstrasse 31, Postfach, 8006 Zürich  
[www.asco.ch](http://www.asco.ch)

**Association des Armateurs Suisses**  
7, avenue des Baumettes, Case postale 48,  
1020 Renens VD 1

**Association Patronale de l'Horlogerie et de la Microtechnique APHM**  
7, rue de la Gare, Case postale 16, 2501 Biel/Bienne

**Association Suisse des Fabricants et Commerçants de Métaux Précieux**  
42, boulevard des Eplatures, Case postale,  
2304 La Chaux-de-Fonds

**asut Association suisse des usagers de télécommunications**  
Klosterlistutz 8, 3013 Bern  
[www.asut.ch](http://www.asut.ch)

**Publicité extérieure Suisse AWS**  
Bahnhöheweg 82, Postfach, 3018 Bern  
[www.aussenwerbung-schweiz.ch](http://www.aussenwerbung-schweiz.ch)

**auto-suisse Association importateurs suisses d'automobiles**  
Mittelstrasse 32, Postfach 5232, 3001 Bern  
[www.auto-schweiz.ch](http://www.auto-schweiz.ch)

**AVIA Fédération d'importateurs suisses indépendants en produits pétroliers**  
Badenerstrasse 329, Postfach, 8003 Zürich  
[www.avia.ch](http://www.avia.ch)

**BISCOSUISSE Association suisse des industries de biscuits et de confiserie**  
Münzgraben 6, Postfach 259, 3011 Bern 7  
[www.biscosuisse.ch](http://www.biscosuisse.ch)

**cemsuisse Association suisse de l'industrie du ciment**  
Marktgasse 53, 3011 Bern  
[www.cemsuisse.ch](http://www.cemsuisse.ch)

**CHOCOSUISSE Union des fabricants suisses de chocolat**  
Münzgraben 6, Postfach 1007, 3000 Bern 7  
[www.chocosuisse.ch](http://www.chocosuisse.ch)

**Fédération des meuniers suisses**  
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6  
[www.dsm-fms.ch](http://www.dsm-fms.ch)

**Association des moulins spécialisés suisses**  
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6

**Electrosuisse**  
Luppmenstrasse 1, 8320 Fehraltorf  
[www.electrosuisse.ch](http://www.electrosuisse.ch)

**Union pétrolière**  
Spitalgasse 5, 8001 Zürich  
[www.erdoel.ch](http://www.erdoel.ch)

**FASMED Fédération des associations suisses du commerce et de l'industrie de la technologie médicale**  
Worbstrasse 52, Postfach 160, 3074 Muri b. Bern  
[www.fasmed.ch](http://www.fasmed.ch)

**Fédération de l'industrie horlogère suisse FH**  
6, rue d'Argent, Case postale 560, 2501 Biel/Bienne  
[www.fhs.ch](http://www.fhs.ch)

**Fédération des Entreprises Romandes Genève**  
98, rue de St-Jean, Case postale 5278, 1211 Genève 11  
[www.fer-ge.ch](http://www.fer-ge.ch)

\*Ordre selon la liste allemande

<b>hotelleriesuisse</b> Monbijoustrasse 130, Postfach, 3001 Bern www.hotelleriesuisse.ch	<b>Institut suisse de l'emballage</b> Brückfeldstrasse 18, 3000 Bern 9 www.svi-verpackung.ch
<b>IFPI Schweiz</b> Toblerstrasse 76a, 8044 Zürich www.ifpi.ch	<b>Société suisse des industries chimiques</b> Nordstrasse 15, Postfach, 8006 Zürich www.sgci.ch
<b>IGFV Geschäftsstelle Interessengemeinschaft Flexible Verpackungen</b> Tödistrasse 47, Postfach 1507, 8027 Zürich	<b>SIBA Association suisse des courtiers en assurances</b> Kreuzstrasse 42, 8008 Zürich www.siba.ch
<b>Interessengemeinschaft Tee, Gewürze und verwandte Produkte</b> Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6	<b>simsa – swiss interactive media and software association</b> Seefeldstrasse 301, Postfach 1211, 8032 Zürich www.simsa.ch
<b>kmNEXT</b> Palmstrasse 19, 8400 Winterthur www.kmunext.ch	<b>SIX Management AG</b> Selnaustrasse 30, Postfach 1758, 8021 Zürich www.swx.com
<b>Association suisse des matières plastiques</b> Schachenallee 29 C, 5000 Aarau www.kvs.ch	<b>SPEDLOGSWISS Association suisse des transitaires et des entreprises de logistique</b> Elisabethenstrasse 44, Postfach, 4002 Basel www.spedlogswiss.com
<b>CPS Association des cliniques privées suisses</b> Worbstrasse 52, Postfach 160, 3074 Muri b. Bern www.privatehospitals.ch	<b>SWICO</b> Technoparkstrasse 1, 8005 Zürich www.swico.ch
<b>Promarca Union suisse de l'article de marque</b> Spitalgasse 9, Postfach, 3000 Bern 7 www.promarca.ch	<b>Swiss Cigarette</b> Monbijoustrasse 14, Postfach 5236, 3001 Bern www.swiss-cigarette.ch
<b>Association suisse des brasseries</b> Engimattstrasse 11, Postfach 2124, 8027 Zürich www.bier.ch	<b>Swiss Convenience Food Association</b> Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3006 Bern 6 www.swissfoodind.ch
<b>Fédération suisse des casinos</b> Marktgasse 50, Postfach 593, 3000 Bern 7 www.switzerlandcasinos.ch	<b>Swiss Engineering STV</b> Weinbergstrasse 41, 8006 Zürich www.swissengineering.ch
<b>Associations professionnelles suisses de la viande APSV</b> Steinwiesstrasse 59, Postfach, 8032 Zürich www.carnasuisse.ch	<b>Swiss Funds Association SFA</b> Dufourstrasse 49, Postfach, 4002 Basel www.sfa.ch
<b>Publicité Suisse PS</b> Kappelergasse 14, Postfach 3201, 8001 Zürich www.sw-ps.ch	<b>Swiss International Airports Association SIAA</b> Postfach, 8058 Zürich-Flughafen www.siaa.ch
<b>Association suisse des banquiers</b> Aeschenplatz 7, Postfach 4182, 4052 Basel www.swissbanking.org	<b>Swiss Retail Federation</b> Marktgasse 50, Postfach 575, 3011 Bern 7 www.swiss-retail.ch
<b>Association suisse de normalisation</b> Bürglistrasse 29, 8400 Winterthur www.snv.ch	<b>Swisscable Association des entreprises suisse de télé-réseau</b> Kramgasse 5, Postfach 515, 3011 Bern 8 www.swisscable.ch
<b>Société suisse des entrepreneurs</b> Weinbergstrasse 49, Postfach, 8006 Zürich www.baumeister.ch	<b>SwissCham Association of Swiss Foreign Trade Chambers</b> Wiesenstrasse 10, Postfach 1073, 8032 Zürich www.swisscham.ch
<b>Union suisse des consommateurs d'énergie de l'industrie et des autres branches économiques</b> Freie Strasse 38/Pfluggässlein 2, Postfach 309, 4001 Basel	<b>swisselectric</b> Monbijoustrasse 16, Postfach 7950, 3001 Bern www.swisselectric.ch
<b>Union suisse de la levure</b> Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6	<b>SwissHoldings Fédération des groupes industriels et de services en Suisse</b> Nägeligasse 13, Postfach 402, 3011 Bern 7 www.swissholdings.ch
<b>Association suisse des cosmétiques et des détergents</b> Breitingerstrasse 35, Postfach 2138, 8002 Zürich www.skw-cds.ch	<b>Swissmem</b> Kirchenweg 4, Postfach, 8008 Zürich www.swissmem.ch
<b>Association suisse des sociétés de leasing</b> Rämistrasse 5, Postfach, 8001 Zürich www.leasingverband.ch	<b>SwissOlio</b> Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3006 Bern 6
<b>Fruit-Union Suisse</b> Baarerstrasse 88, Postfach 2559, 6300 Zug www.swissfruit.ch	<b>SwissPasta Association de l'industrie des pâtes alimentaires</b> Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6
<b>Fédération suisse des agences de voyages</b> Etzelstrasse 42, Postfach, 8038 Zürich www.srv.ch	<b>Swissplay Association suisse de la branche des automates</b> Bahnhofzentrum, Postfach 10, 3186 Düringen www.swiss-play.ch
<b>Association suisse d'assurances</b> C. F. Meyer-Strasse 14, Postfach 4288, 8022 Zürich www.svv.ch	

---

**TELESUISSE Association des télévisions régionales suisses**  
Via Carona 6, 6815 Melide  
[www.telesuisse.ch](http://www.telesuisse.ch)

---

**Chambre fiduciaire**  
Limmatquai 120, Postfach 1477, 8001 Zürich  
[www.treuhand-kammer.ch](http://www.treuhand-kammer.ch)

---

**Fédération textile suisse**  
Beethovenstrasse 20, Postfach 2900, 8022 Zürich  
[www.tvs.ch](http://www.tvs.ch)

---

**Union des Industriels Valaisans**  
Case postale 2106, 1950 Sion 2

---

**usic Union suisse des sociétés d'ingénieurs-conseils**  
Aarberggasse 16/18, 3011 Bern  
[www.usic.ch](http://www.usic.ch)

---

**Association de l'industrie graphique suisse IGS**  
Schosshaldenstrasse 20, 3006 Bern  
[www.druckindustrie.ch](http://www.druckindustrie.ch)

---

**Association suisse de l'industrie gazière**  
Grütlistrasse 44, Postfach, 8002 Zürich  
[www.erdgas.ch](http://www.erdgas.ch)

---

**Association de l'industrie suisse du fromage fondu**  
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3006 Bern 6

---

**Association de l'industrie suisse de la cellulose, du papier et du carton**  
Bergstrasse 110, Postfach, 8032 Zürich  
[www.zpk.ch](http://www.zpk.ch)

---

**Association suisse de vente par correspondance**  
General Wille-Strasse 144, 8706 Meilen  
[www.vsv-versandhandel.ch](http://www.vsv-versandhandel.ch)

---

**Presse suisse**  
Konradstrasse 14, Postfach, 8021 Zürich  
[www.schweizerpresse.ch](http://www.schweizerpresse.ch)

---

**Association des entreprises suisses d'ascenseurs VSA**  
Postfach 21, 6047 Kastanienbaum  
[www.aufzuege.ch](http://www.aufzuege.ch)

---

**Association des entreprises électriques suisses**  
Hintere Bahnhofstrasse 10, Postfach, 5000 Aarau  
[www.vse.ch](http://www.vse.ch)

---

**Association des entreprises à succursales**  
Frohburgstrasse 98, 8006 Zürich  
[www.vsf-schweiz.ch](http://www.vsf-schweiz.ch)

---

**Association suisse des entrepreneurs généraux ASEG**  
Effingerstrasse 13, 3011 Bern  
[www.vsgu.ch](http://www.vsgu.ch)

---

**Association des fabricants suisses de glaces et crèmes glacées**  
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6  
[www.swissfoodind.ch](http://www.swissfoodind.ch)

---

**Association des fabricants suisses de soupes et sauces**  
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

---

**Union des banques cantonales suisses**  
Wallstrasse 8, Postfach, 4051 Basel  
[www.vskb.ch](http://www.vskb.ch)

---

**Association suisse des banques de crédit et établissements de financement**  
Toblerstrasse 97/Neuhausstrasse 4,  
Postfach 382, 8044 Zürich  
[www.vskf.org](http://www.vskf.org)

---

**Union suisse des fabricants de vernis et de peinture**  
Rudolfstrasse 13, 8400 Winterthur  
[www.vslf.ch](http://www.vslf.ch)

---

**Association suisse des sources d'eaux minérales et des producteurs de soft-drinks**  
Engimattstrasse 11, Postfach 2124, 8001 Zürich  
[www.mineralwasser.ch](http://www.mineralwasser.ch)

---

**Fédération suisse des écoles privées**  
Hotelgasse 1, Postfach 316, 3000 Bern 7  
[www.swiss-schools.ch](http://www.swiss-schools.ch)

---

**Association suisse des fabricants de tubes d'acier**  
Rämistrasse 29, 8001 Zürich

---

**Association suisse des gérants de fortune ASG**  
Bahnhofstrasse 35, 8001 Zürich  
[www.vsv-asg.ch](http://www.vsv-asg.ch)

---

**Association des sociétés suisses de publicité ASSP**  
12, avenue des Toises, Case postale 7203, 1002 Lausanne  
[www.vsw-assp.ch](http://www.vsw-assp.ch)

---

**Association suisse des propriétaires d'embranchements particuliers et de wagons privés**  
Ringlikerstrasse 70, Postfach 31, 8142 Uitikon Waldegg  
[www.cargorail.ch](http://www.cargorail.ch)

---

**Association des sociétés anonymes privées**  
St. Jakobs-Strasse 7, Postfach 2879, 4052 Basel  
[www.vpag.ch](http://www.vpag.ch)

---

**Association de l'industrie laitière suisse**  
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6  
[www.milchindustrie.ch](http://www.milchindustrie.ch)

---

**Union des exportateurs d'énergie électrique/ Rätia Energie**  
Via Clalt 307, 7742 Poschiavo

---

**Association Foires Suisses AFS**  
Bürgenstockstrasse 54, 6373 Ennetbürgen  
[www.messenschweiz.ch](http://www.messenschweiz.ch)

---

**Groupement des verreries suisses**  
Schützenmattstrasse 266, Postfach, 8180 Bülach

---

**Association des fabricants suisses d'aliments diététiques et spéciaux**  
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

---

**Vereinigung Schweizerischer Unternehmen in Deutschland**  
Gellertstrasse 18, 4052 Basel  
[www.vsud.ch](http://www.vsud.ch)

---

**VENTE SUISSE Association des professionnels de la vente et des entreprises**  
Grünaustrasse 10, Postfach 130, 3084 Wabern  
[www.verkaufschweiz.ch](http://www.verkaufschweiz.ch)

---

**VISCOM Association suisse pour la communication visuelle**  
Speichergasse 35, Postfach, 3000 Bern 7  
[www.viscom.ch](http://www.viscom.ch)

---

**VSIG Fédération suisse des importateurs et du commerce de gros**  
Güterstrasse 78, Postfach 656, 4053 Basel  
[www.vsig.ch](http://www.vsig.ch)

---

**Zuger Wirtschaftskammer**  
Gubelstrasse 11, 6300 Zug  
[www.zwk.ch](http://www.zwk.ch)

---

## Membres individuels et autres organisations

---

**Aare-Tessin AG für Elektrizität (Atel)**  
Bahnhofquai 12, Postfach, 4601 Olten  
[www.atel.ch](http://www.atel.ch)

---

**Accenture AG**  
Fraumünsterstrasse 16, Postfach, 8022 Zürich  
[www.accenture.ch](http://www.accenture.ch)



---

**Adecco management & consulting SA**  
Sägereistrasse 10, Postfach, 8152 Glattbrugg  
www.adecco.com

---

**Axpo Holding AG**  
Parkstrasse 23, Postfach, 5401 Baden  
www.axpo.ch

---

**BIBUS Holding AG**  
Allmendstrasse 26, 8320 Fehraltorf  
www.bibus.ch

---

**BKW FMB Energie AG**  
Viktoriaplatz 2, Postfach, 3000 Bern 25  
www.bkw-fmb.ch

---

**Capital International SA**  
3, place des Bergues, 1201 Genève  
www.capgroup.com

---

**Centralschweizerische Kraftwerke AG**  
Hirschengraben 33, Postfach, 6002 Luzern  
www.ckw.ch

---

**Chemolio Holding AG**  
Seehofstrasse 6, 8008 Zürich

---

**Chocoladefabriken Lindt & Sprüngli (Schweiz) AG**  
Seestrasse 204, 8802 Kilchberg ZH  
www.lindt.com/switzerland

---

**Clear Channel Plakanda GmbH**  
Beckenhofstrasse 6, 8035 Zürich  
www.plakat.ch

---

**Dell SA**  
29, route de l'Aéroport, Case postale 216, 1215 Genève 15  
www.dell.ch

---

**Desco von Schulthess Holding AG**  
Brandschenkestrasse 2, 8001 Zürich  
www.desco-group.com

---

**DKSH Holding AG**  
Wiesenstrasse 8, Postfach 888, 8034 Zürich  
www.dksh.com

---

**eBay International AG**  
Helvetiastrasse 15/17, Postfach 133, 3000 Bern 6  
www.ebay.com

---

**EOS Holding**  
10, chemin de Mornex, Case postale 570, 1001 Lausanne  
www.eosholding.ch

---

**F. Hoffmann-La Roche AG**  
Postfach, 4070 Basel  
www.roche.com

---

**Firmenich SA**  
7, rue de la Bergère, Case postale 148, 1217 Meyrin  
www.firmenich.com

---

**FREI connect**  
Radgasse 3, Postfach, 8021 Zürich  
www.freiconnect.ch

---

**Frutiger AG**  
Frutigenstrasse 37, Postfach 2160, 3601 Thun  
www.frutiger.com

---

**Galenica AG**  
Untermattweg 8, Postfach, 3001 Bern  
www.galenica.ch

---

**GE Money Bank**  
Bändliweg 20, 8048 Zürich  
www.gemoney.ch

---

**Givaudan Suisse SA**  
5, chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier  
www.givaudan.com

---

**Hapimag Verwaltungs- und Vertriebsgesellschaft Havag AG**  
Neuhofstrasse 8, 6349 Baar  
www.hapimag.com

---

**IBM Schweiz**  
Vulkanstrasse 106, Postfach, 8010 Zürich  
www.ibm.com

---

**IKEA Immobilien AG**  
Eiweg 10, 4460 Gelterkinden  
www.ikea.ch

---

**Implenia AG**  
Industriestrasse 24, 8305 Dietlikon  
www.implenia.com

---

**Intel Semiconductor AG**  
Leutschenbachstrasse 95, 8050 Zürich  
www.intel.com/ch

---

**Kabelwerke Brugg AG Holding**  
Klosterzelgstrasse 28, 5201 Brugg  
www.brugg.com

---

**Kudelski Group**  
22, route de Genève, Case postale 134,  
1033 Cheseaux-sur-Lausanne  
www.nagra.com

---

**McKinsey & Company, Inc. Switzerland**  
Alpenstrasse 3, Postfach, 8065 Zürich  
www.mckinsey.ch

---

**Microsoft Schweiz GmbH**  
Richtistrasse 3, 8304 Wallisellen  
www.microsoft.com/switzerland

---

**Nestlé Suisse SA**  
10, rue d'Entre-Deux-Villes, Case postale 352, 1800 Vevey  
www.nestle.ch

---

**Novartis International AG**  
Postfach, 4002 Basel  
www.novartis.com

---

**OMYA (Schweiz) AG**  
Baslerstrasse 42, Postfach 32, 4665 Oftringen  
www.omya.com

---

**Overpart GmbH**  
Neuhofstrasse 4, 6340 Baar

---

**Pfister Arco Holding AG**  
Bernstrasse Ost 49, Postfach, 5034 Suhr  
www.pfister.ch

---

**PubliGroupe SA**  
12, avenue des Toises, Case postale 7203, 1002 Lausanne  
www.publigroupe.ch

---

**Rätia Energie AG**  
Via da Clalt 307, 7742 Poschiavo  
www.repower.ch

---

**Roland Berger AG Strategy Consultants**  
Neumünsterallee 12, 8008 Zürich  
www.rolandberger.ch

---

**Schubarth+Co AG**  
Lange Gasse 90, Postfach, 4002 Basel  
www.schubarth.ch

---

**Société Générale de Surveillance SA**  
1, place des Alpes, Case postale 2152, 1211 Genève 1  
www.sgs.com

---

**Swiss International Air Lines Ltd.**  
Postfach, 4002 Basel  
www.swiss.com

---

**Swisscom AG**  
Postfach, 3050 Bern  
www.swisscom.ch

---

**Volkswirtschaftsdirektion des Kantons Zürich**  
Walchestrasse 19, Postfach, 8090 Zürich  
www.awa.zh.ch

---

État: 1<sup>er</sup> janvier 2009



**Gerold Bühler**  
Président  
Schaffhouse



**Johann N. Schneider-Ammann**  
Vice-président  
Ammann Suisse SA,  
Langenthal



**Patrick Odier**  
Vice-président  
Lombard Odier Darier  
Hentsch & Cie,  
Genève



**Rolf Dörig**  
Trésorier  
Swiss Life, Zurich



**Werner Hug**  
Hug SA, Malters



**Bernard Rüeeger**  
Rüeeger SA, Crissier



**Walter B. Kielholz**  
Credit Suisse Group, Zurich



**Anton Scherrer**  
Swisscom SA, Berne



**Christoph Mäder**  
Syngenta International SA,  
Bâle



**Hans E. Schweickardt**  
EOS Holding, Lausanne



**Pierre Mirabaud**  
Mirabaud & Cie  
banquiers privés, Genève



**Rudolf Stämpfli**  
Stämpfli SA, Berne



**Hanspeter Rentsch**  
The Swatch Group SA,  
Biel/Bienne



**Christoph Tobler**  
Sefar Holding SA, Thal

État: mars 2009



**Hans-Peter Aebi**  
Waega-Group SA, Zurich



**Bruno Frick**  
Swiss Retail Federation,  
Berne



**Willy Balmer**  
V-ZUG SA, Zoug



**David P. Frick**  
Nestlé SA, Vevey



**Guglielmo L. Brentel**  
H&G Hotel Gast SA,  
Altendorf



**Ronald Ganz**  
Union pétrolière, Zurich



**Ph. Olivier Burger**  
PKZ Burger-Kehl & Co. SA,  
Zurich



**Frédéric Geissbühler**  
Chambre neuchâteloise du  
commerce et de l'industrie,  
Neuchâtel



**Hans Büttiker**  
EBM, Münchenstein



**Bertrand Gros**  
Rolex, Genève



**Christian Casal**  
McKinsey & Company Inc.  
Switzerland, Zurich



**Peter Grüschow**  
Swissmem, Zurich



**Aleardo Cattaneo**  
Ferriere Cattaneo SA,  
Giubiasco



**Max Theodor Herzig**  
Carl Spaeter SA, Bâle



**Marco Fischer-Stocker**  
baag druck & verlag SA,  
Hochwald



**Martin Huber**  
Georg Fischer SA,  
Schaffhouse



**Walter Frey**  
Groupe Emil Frey, Zurich



**Rudolf Hug**  
HT-Holding SA,  
Baden-Dättwil



**Thomas Isler**  
Gessner SA, Wädenswil



**Niklaus J. Lüthi**  
Lüthi Holding SA, Burgdorf



**Heinz Karrer**  
AXPO Holding SA, Baden



**Blaise Matthey**  
Fédération des Entreprises  
Romandes, Genève



**Gottlieb A. Keller**  
F. Hoffmann-La Roche SA,  
Bâle

**Didier Maus**  
Maus Frères SA, Genève



**Daniel Knecht**  
Knecht Bau SA, Brugg



**Werner Messmer**  
Société Suisse des  
Entrepreneurs, Zurich



**André Kudelski**  
Kudelski Group,  
Cheseaux-sur-Lausanne



**Armin Meyer**  
Ciba Spécialités chimiques  
SA, Bâle



**Paul Kurrus**  
Swiss International  
Airlines Ltd., Bâle



**Markus R. Neuhaus**  
PricewaterhouseCoopers  
SA, Zurich



**Giovanni Lamarca**  
JT International SA  
Dagmersellen,  
Dagmersellen



**Peter Quadri**  
Chambre de commerce  
de Zurich, Zurich



**Hajo Leutenegger**  
Wasserwerke Zug SA, Zoug



**Urs B. Rinderknecht**  
UBS SA, Zurich



**Ulrich Jakob Looser**  
Accenture SA, Zurich



**Hans-Peter Rohner**  
PubliGroupe SA, Lausanne



**Frank Ruepp**  
Perlen Papier SA, Perlen



**Franziska Tschudi**  
Wicor Holding SA,  
Rapperswil



**Daniel Rütthemann**  
IBM Suisse, Zurich



**Rudolf Wehrli**  
SGCI Chemie Pharma  
Schweiz, Zurich



**Rolf G. Schmid**  
Mammut Sports Group SA,  
Seon



**Dieter Wemmer**  
Zurich Financial Services,  
Zurich



**Martin Scholl**  
Banque cantonale  
de Zurich, Zurich



**Kaspar E. A. Wenger**  
Holcim (Suisse) SA, Zurich



**Rolf Schweiger**  
Fial, Berne



**Jost Wirz**  
Wirz Partner Holding SA,  
Zurich



**Thomas Staehelin**  
Chambre de commerce des  
deux Bâle, Bâle



**Jürg Wolle**  
DKSH Holding SA, Zurich



**Jasmin Staiblin**  
ABB Suisse SA, Baden

## Commissions permanentes

---

### Présidents des commissions

---



**Thomas Staehelin**  
Finances et fiscalité



**Ulrich Jakob Looser**  
Concurrence



**Andreas Steiner**  
Formation et recherche



**Rudolf Wehrli**  
Économie extérieure



**Rudolf Hug**  
Energie et environnement



**Hanspeter Rentsch**  
Infrastructures



**David Frick**  
Droit



**Pascal Gentinetta**  
Président de la direction



**Urs Rellstab**  
Directeur suppléant,  
communication  
Suisse alémanique



**Jan Atteslander**  
Relations économiques  
extérieures



**Cristina Gaggini**  
Communication  
Suisse romande, Tessin



**Rudolf Minsch**  
Politique économique,  
formation



**Urs Näf (ad interim)**  
Énergie/environnement,  
infrastructures



**Thomas Pletscher**  
Concurrence, régulation



**Christoph Schaltegger**  
Finances, fiscalité

## Zurich



Direction: **Pascal Gentinetta**

economiesuisse  
Verband der Schweizer Unternehmen  
Hegibachstrasse 47  
Postfach  
CH-8032 Zürich  
Téléphone: +41 44 421 35 35  
Téléfax: +41 44 421 34 34  
E-Mail: [info@economiesuisse.ch](mailto:info@economiesuisse.ch)  
[www.economiesuisse.ch/web/de](http://www.economiesuisse.ch/web/de)

## Genève



Direction: **Cristina Gaggini**

economiesuisse  
Fédération des entreprises suisses  
Carrefour de Rive 1  
Case postale 3684  
CH-1211 Genève 3  
Téléphone: +41 22 786 66 81  
Téléfax: +41 22 786 64 50  
E-Mail: [geneve@economiesuisse.ch](mailto:geneve@economiesuisse.ch)  
[www.economiesuisse.ch/web/fr](http://www.economiesuisse.ch/web/fr)

## Berne



Direction: **Regina Ammann**

economiesuisse  
Verband der Schweizer Unternehmen  
Spitalgasse 4  
Postfach  
CH-3001 Bern  
Téléphone: +41 31 311 62 96  
Téléfax: +41 31 312 53 50  
E-Mail: [bern@economiesuisse.ch](mailto:bern@economiesuisse.ch)

## Lugano



Coordination: **Angelo Geninazzi**

economiesuisse  
Federazione delle imprese svizzere  
Corso Elvezia 16  
Casella postale 5563  
CH-6901 Lugano  
Téléphone: +41 91 922 82 12  
Téléfax: +41 91 923 81 68  
E-Mail: [lugano@economiesuisse.ch](mailto:lugano@economiesuisse.ch)  
[www.economiesuisse.ch/web/it](http://www.economiesuisse.ch/web/it)

## Bruxelles



Direction: **François Baur**

economiesuisse  
Swiss Business Federation  
Avenue de Cortenbergh 168  
B-1000 Bruxelles  
Téléphone: +32 2 280 08 44  
Téléfax: +32 2 280 06 99  
E-Mail: [bruxelles@economiesuisse.ch](mailto:bruxelles@economiesuisse.ch)



### Agence de l'énergie pour l'économie

L'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) a publié mi-2008 des résultats réjouissants. Les mesures prises depuis 2001 ont permis de réduire la consommation d'énergie en 2007 de près de 3700 GWh et les émissions de CO<sub>2</sub> de 800 000 t environ. Environ 40% de ce résultat résulte des efforts consentis par le biais des conventions d'objectifs élaborées avec l'AEnEC. Si une partie de cette amélioration a été effacée par la croissance économique, on comptabilise néanmoins une réduction nette en chiffres absolus. Par rapport aux objectifs fixés avec la Confédération, les entreprises qui travaillent avec l'AEnEC sont sur la bonne voie. En matière d'efficacité énergétique, elles ont atteint une valeur de 113,6% en 2007. Leur performance est encore meilleure en ce qui concerne l'intensité en CO<sub>2</sub> dans le domaine des combustibles (78,5%).

Avec Cemsuisse, les quelque 1850 entreprises associées aux conventions d'objectifs de l'AEnEC représentent 40% environ des émissions de CO<sub>2</sub> de l'économie suisse. Les entreprises qui transforment leur engagement volontaire en un engagement ferme et qui sont en bonne voie pour atteindre leur objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> peuvent prétendre à l'exonération de la taxe, introduite en 2008. En outre, lors de deuxièmes enchères, les entreprises engagées auprès de l'AEnEC ont pu vendre à la Fondation Centime Climatique les réductions de CO<sub>2</sub> qui allaient au-delà de l'objectif. Les 40 millions de francs débloqués par la Fondation ont ainsi permis de rentabiliser ou de rendre réalisables des mesures qui ne le seraient pas autrement.  
[www.enaw.ch](http://www.enaw.ch)

### BUSINESSEUROPE

L'association faîtière de l'économie européenne, BUSINESSEUROPE, défend les intérêts de quarante fédérations industrielles et d'employeurs appartenant à trente pays européens. economiesuisse et l'Union patronale suisse en sont membres à part entière. Sa grande assemblée fait de BUSINESSEUROPE la voix de l'économie en Europe. L'association a redéfini ses priorités à la mi-2007. Dorénavant, elle travaille à promouvoir des réformes de la législation économique favorables à la croissance, l'intégration des marchés, l'efficacité des pouvoirs publics, la lutte contre le protectionnisme, une politique énergétique durable et des réformes du système social européen.  
[www.businesseurope.eu](http://www.businesseurope.eu)

### ICC

Créée en 1919, la Chambre de commerce internationale ICC représente les intérêts de l'ensemble de l'économie privée au niveau mondial. Elle s'emploie à suivre et à influencer le développement des différentes réglementations internationales. ICC élabore également des normes et des règles destinées à faciliter les transactions commerciales internationales et fournit des informations pratiques sur le commerce et les investissements. Ainsi, la Cour internationale d'arbitrage, mais aussi les services de prévention des délits commerciaux («Commercial Crime Service»), l'autorégulation (Incoterms) et de nombreuses publications et manifestations consacrées à des questions pratiques permettent de faciliter le commerce mondial.

Seize commissions d'experts travaillent dans le monde à la mise en place de conditions-cadre favorables aux entreprises. La lutte contre la criminalité économique constitue aussi une priorité. economiesuisse assure le secrétariat d'ICC Suisse. ICC Suisse assume, pour sa part, le secrétariat du réseau suisse du Pacte mondial de l'ONU et coordonne la participation à la campagne de sensibilisation « Stop Piracy » contre la contrefaçon et la piraterie.  
[www.icc-switzerland.ch](http://www.icc-switzerland.ch)

### BIAC

Le Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE (BIAC), dont le siège est à Paris, a pour mission la défense des intérêts de l'économie auprès de l'OCDE. Fondé en 1962, le BIAC est soutenu par les associations faîtières de l'économie et par les organisations d'employeurs de tous les pays de l'OCDE. economiesuisse et l'Union patronale suisse en font partie.

ICC comme le BIAC donnent à l'économie suisse la possibilité d'exercer son influence à l'échelle internationale. Dans une période où la régulation augmente en raison de la crise financière, ces organes sont importants pour faire entendre la voix de l'économie suisse.  
[www.biac.org](http://www.biac.org)

## Consultations

### Propriété intellectuelle

Révision de l'ordonnance sur les brevets (janvier 2008)

### Formation

Loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine des hautes écoles (LAHE) (janvier 2008)

### Propriété intellectuelle

Révision de l'ordonnance sur les brevets (janvier 2008)

### Politique de l'environnement

Modification de l'ordonnance sur la protection de l'air dans le domaine des chantiers (février 2008)

### Europe

Extension de l'accord sur la libre circulation à la Roumanie et la Bulgarie (février 2008)

### Europe

Reconduction de l'accord sur la libre circulation entre la Suisse et l'UE (février 2008)

### Climat – Politique énergétique

Initiative parlementaire de la CEATE du National: mesures d'économies d'énergie dans les bâtiments (mars 2008)

### Politique de l'environnement

Ordonnances relatives à l'étude de l'impact sur l'environnement (OEIE) et à la désignation des organisations habilitées à recourir (ODO) (mars 2008)

### Coûts de l'Etat social

Révision de la loi sur l'assurance chômage (mars 2008)

### Recherche

Révision partielle de la loi sur la recherche (mars 2008)

### Propriété intellectuelle

Réponse à la consultation concernant le projet «Swissness» (mars 2008)

### Politique de la santé

Révision totale de la loi sur les épidémies (avril 2008)

### Politique de la santé

Programme national tabac 2008–2012 (avril 2008)

### Politique de la santé

Projets de révisions partielles des ordonnances Oamal, OCP et OPAS (mai 2008)

### Politique de l'environnement

Révision partielle de 7 ordonnances de la législation sur les produits chimiques (mai 2008)

### Droit civil

Modification du droit des obligations (bail à loyer) (mai 2008)

### Formation

Accord intercantonal sur l'harmonisation des contributions à la formation (juin 2008)

### Droit des sociétés

Règlement de cotation (juin 2008)

### Poste

Révision totale de la législation postale (juin 2008)

### Politique de l'environnement

Protection et utilisation des eaux (CEATE-E) (juin 2008)

### Climat

Modification de la loi sur le CO<sub>2</sub> afin d'exempter de la taxe sur le CO<sub>2</sub> les centrales à combustibles fossiles (juillet 2008)

### Finances publiques

Règle complémentaire au frein à l'endettement (juillet 2008)

### Formation

Révision totale de l'ordonnance sur la maturité professionnelle fédérale (août 2008)

### Politique de l'environnement

Ordonnance relative à la preuve du bilan écologique global positif des carburants issus de matières premières renouvelables (août 2008)

### Droit des procédures

Révision de l'Accord de Lugano (septembre 2008)

### Finances publiques

Caisse de pension des CFF: non à l'injection de fonds publics (septembre 2008)

### Politique de la consommation

Révision eurocompatible de la loi suisse sur les denrées alimentaires (octobre 2008)

### Transport routier

Adaptation de l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales (octobre 2008)

### Transport aérien

Révision partielle de la loi sur l'aviation (octobre 2008)

### Politique de la santé

Loi fédérale sur la prévention et la promotion de la santé (octobre 2008)

### Politique énergétique

Loi fédérale sur l'examen et le contrôle de la sécurité technique (Loi sur le contrôle de la sécurité, LCS) (octobre 2008)

### Formation

Cadre national de qualifications dans le domaine des Hautes Ecoles suisses (novembre 2008)

### Politique agricole

Constitution d'une réserve au bilan, destinée au financement de mesures d'accompagnement en faveur de l'agriculture (novembre 2008)

### Droit de la concurrence

Révision totale de la loi sur les marchés publics (novembre 2008)

### Politique de la consommation

Révision eurocompatible de la loi suisse sur les denrées alimentaires (décembre 2008)

### Politique de la santé

«Stratégie eHealth Suisse» – Consultation sur les premières propositions «Normes et Architecture» (décembre 2008)

## Prises de position / Etudes

### Corporate Governance

New edition Swiss Code of Best Practice for Corporate Governance English

### Gouvernement d'entreprise

Nouvelle édition du Code de bonnes pratiques pour le gouvernement d'entreprise

### Droit de la concurrence

Principes de politique de la concurrence

### Formation – Recherche

Lignes directrices en matière de formation et de recherche pour 2008–2011

### Droit des sociétés

Projet de modification du droit de la SA en matière d'actions dispo

### Europe

Enquête «La voie bilatérale a fait ses preuves – Résultats d'une enquête auprès des milieux économiques»

### Finances publiques

Une politique financière durable, pour la croissance et la prospérité

### Finances publiques

Sondage economiesuisse – Isopublic sur le frein à l'endettement

<b>Gouvernement d'entreprise</b> Initiative Minder sur les rémunérations: risque de surréglementation
<b>Libre circulation des personnes</b> Une étude du KOF confirme les effets positifs de la libre circulation
<b>Finances publiques – Fiscalité des personnes physiques</b> Moniteur financier 2008: les citoyens s'opposent à l'endettement

<b>Droit de la concurrence</b> Principe du Cassis de Dijon: un pas de plus en faveur de la libre circulation des marchandises
<b>Finances publiques</b> Budget 2009 et plan financier 2010–2012: le frein à l'endettement à l'épreuve
<b>Certificat de salaire</b> PCUS: allègement administratif par la transmission électronique des données

## dossierpolitique

<b>PME Fiscalité des entreprises</b> Réforme de l'imposition des entreprises II: pour soutenir les PME et renforcer la place économique
<b>Climat</b> Réforme fiscale écologique: d'autres options seraient plus efficaces
<b>Poste</b> Ouverture du marché des lettres: baisse de prix et concurrence accrue
<b>Propriété intellectuelle</b> Protection de la «marque Suisse»: projet relatif à la «suissitude»
<b>Politique de la santé</b> Votation populaire relative à la politique de la santé
<b>Finances publiques</b> Plan financier de la législature 2007–2011: un exercice d'équilibrisme
<b>Globalisation</b> Les fonds souverains
<b>Europe – Libre circulation des personnes</b> Libre circulation des personnes: indispensable pour l'économie
<b>Corporate Citizenship</b> Lutte anticorruption: un défi pour les entreprises
<b>Poste</b> Révision de la législation postale: des conditions-cadre pour réunir concurrence et desserte de base
<b>Finances publiques</b> Une politique financière durable, pour la croissance et la prospérité
<b>Droit des sociétés</b> La liberté d'organisation des entreprises à la lumière de la révision du droit de la société anonyme
<b>TVA</b> Contours d'une TVA nouvelle et moderne
<b>Formation</b> HarmoS: harmonisation de l'école obligatoire
<b>Etat et droit administratif</b> Initiative «Droit de recours des organisations: un pas important dans le processus de réforme»
<b>Europe</b> Votation du 8 février 2009: la libre circulation des personnes
<b>Coûts de l'Etat social</b> Initiative des syndicats «pour un âge de l'AVS flexible»
<b>Politique de la santé</b> Concurrence axée sur la qualité des prestations dans le système de santé suisse
<b>Climat</b> Réforme fiscale écologique: d'autres options seraient plus efficaces

## Présentation et comptes rendus de sessions

<b>Session de printemps</b> Révision LAMAL, financement des soins, réduction de l'imposition sur les bénéficiaires des entreprises, initiative sur le droit de recours des organisations, 11e révision de l'AVS, initiative populaire «pour un âge de l'AVS flexible», financement additionnel de l'AI, financement spécial du trafic aérien, référendum financier
<b>Session d'été</b> Responsabilité civile en matière nucléaire, libre-circulation des personnes, droit d'émission sur le capital propre, rapport sur la politique économique extérieure, droit des brevets, vue d'ensemble des transports publics, secret des juristes d'entreprises, droit de la procédure civile, coordination entre l'aménagement du territoire et la protection de l'environnement.
<b>Session d'automne</b> Transfert du transport de marchandises, développement futur de l'infrastructure ferroviaire, contre-projet direct à l'initiative «oui au médecines complémentaires», prix des médicaments, compensation des émissions de CO <sub>2</sub> des centrales à gaz combinées, loi sur le blanchiment d'argent, promotion économique, loi sur les brevets, loi sur les titres intermédiés, initiative «eaux vivantes», importations parallèles, politique de la santé.
<b>Session d'hiver</b> Aide au développement, protection des épargnants, trafic ferroviaire des marchandises, droit des brevets, droit de la procédure civile, progression à froid, session spéciale sur la crise des marchés financiers, augmentation des prix de l'électricité, initiative sur la renaturation, règle complémentaire au frein à l'endettement, importations parallèles en provenance de l'EEE

## Communiqués de presse

<b>TVA</b> Réforme de la TVA: les bons jalons sont posés (17 janvier 2008)
<b>Poste</b> La Poste gonfle les coûts de la desserte de base (4 février 2008)
<b>Climat</b> Climat: décisions judiciaires du Conseil fédéral (21 février 2008)
<b>Fiscalité des entreprises</b> Réforme fiscale: continuer de renforcer l'économie suisse (24 février 2008)
<b>economiesuisse</b> Les entrepreneurs généraux adhèrent à economiesuisse (14 mars 2008)

---

**economiesuisse**

Les Cliniques privées suisses (CPS) adhèrent à economiesuisse (14 mars 2008)

**Transport ferroviaire**

CFF Cargo: poser les bons jalons plutôt que verser de nouvelles subventions (18 mars 2008)

**economiesuisse**

Oui à l'article sur la santé, non à l'initiative muselière (31 mars 2008)

**Politique énergétique**

Energie nucléaire: le Conseil fédéral poursuit sa stratégie (2 avril 2008)

**Politique économique**

Conférence annuelle – Préserver les accords bilatéraux, renforcer la compétitivité (3 avril 2008)

**Finances publiques**

Examen des tâches: arrêt sur le plus petit dénominateur commun (9 avril 2008)

**Europe**

Poursuivre la voie bilatérale qui a fait ses preuves (communiqué) (16 avril 2008)

**Formation Recherche**

Pour un système de formation et de recherche hautement performant (23 avril 2008)

**Finances publiques**

Il faut corriger tous les défauts du frein à l'endettement! (23 avril 2008)

**Fiscalité des personnes physiques**

Non à la centralisation fiscale socialiste (6 mai 2008)

**economiesuisse**

Les gérants de fortune adhèrent à economiesuisse (16 mai 2008)

**TVA**

TVA: coup d'envoi d'une réforme favorable à l'économie (21 juin 2008)

**Politique de la santé**

Poursuivre les réformes malgré le refus de l'article sur la santé (1<sup>er</sup> juin 2008)

**Conjoncture**

Malgré le ralentissement, la croissance économique reste positive (16 juin 2008)

**Poste**

Marché des lettres: prêt pour une ouverture complète (16 juin 2008)

**Europe**

Libre circulation: confirmer les accords bilatéraux (16 juin 2008)

**TVA**

TVA: coup d'envoi d'une réforme favorable à l'économie (26 juin 2008)

**Climat**

La taxe CO<sub>2</sub> reste au même niveau – non à son affectation (26 juin 2008)

**Poste**

Poste aux lettres: bénéfiques en hausse, tarifs surfaits (1<sup>er</sup> juillet 2008)

**Finances publiques**

Caisse de pension des CFF: le contribuable a assez payé (2 juillet 2008)

**Finances publiques**

Des finances durables pour un avenir plus serein (4 juillet 2008)

---

**Finances publiques**

La population pour un frein à l'endettement plus efficace (6 juillet 2008)

**economiesuisse**

Jan Atteslander entre à la direction d'economiesuisse (11 juillet 2008)

**economiesuisse**

Regina Ammann, nouvelle déléguée d'economiesuisse à Berne (17 juillet 2008)

**OMC**

Les négociations de l'OMC à la croisée des chemins (18 juillet 2008)

**OMC**

Signal négatif pour le commerce international (29 juillet 2008)

**Etat et droit administratif**

Rejet ferme de l'initiative visant à interdire les exportations d'armement (27 août 2008)

**economiesuisse**

FASMED est la 100<sup>e</sup> association membre d'economiesuisse (4 septembre 2008)

**Coûts de l'État social**

Non à l'abaissement de l'âge de la retraite (4 septembre 2008)

**economiesuisse**

Journée de l'économie: la compétitivité par l'innovation (5 septembre 2008)

**Formation**

L'économie soutient HarmoS – Plus de concurrence grâce à la transparence et la comparabilité (10 septembre 2008)

**Finances publiques**

Caisse de pension des CFF: non au versement de fonds publics supplémentaires (18 septembre 2008)

**Finances publiques**

Frein à l'endettement: bon signal, mais mise en œuvre hésitante (19 septembre 2008)

**Relations économiques bilatérales**

Événement clef dans les relations Suisse-Japon (29 septembre 2008)

**Europe**

Référendum sur la libre circulation: ne pas mettre en jeu nos relations avec l'Europe (2 octobre 2008)

**Transport routier**

Routes nationales: les dépenses fédérales supplémentaires doivent être intégralement compensées (3 octobre 2008)

**TVA**

TVA: décision en demi-teinte (14 octobre 2008)

**economiesuisse**

Changement de responsable chez AITE et economiesuisse Lugano (16 octobre 2008)

**Politique économique**

Crise financière: l'intervention de l'Etat était devenue nécessaire (16 octobre 2008)

**Politique énergétique**

Contradictions dans la politique des prix de l'électricité (17 octobre 2008)

**Politique énergétique**

L'économie propose des mesures rapides et efficaces pour éviter la hausse des prix de l'électricité annoncée (21 octobre 2008)

**Poste**

Ouverture du marché postal: la politique des petits pas (22 octobre 2008)

---

<p><b>Transport aérien</b> L'aviation, un secteur important pour l'économie (28 octobre 2008)</p>
<p><b>Politique énergétique</b> Redevance hydraulique: non à la hausse des prix de l'électricité (5 novembre 2008)</p>
<p><b>Politique énergétique</b> Des sites sûrs pour le dépôt de déchets radioactifs en couches géologiques profondes (6 novembre 2008)</p>
<p><b>Coûts de l'Etat social</b> Signal pour un financement durable des assurances sociales (30 novembre 2008)</p>
<p><b>Conjoncture</b> economiesuisse s'attend à une croissance zéro en 2009 et à des conséquences pour la politique économique (3 décembre 2008)</p>
<p><b>Politique énergétique</b> Remplacer à temps les centrales nucléaires de Beznau et Mühleberg (4 décembre 2008)</p>
<p><b>Gouvernement d'entreprise</b> Peaufiner le gouvernement d'entreprise dans le droit de la société anonyme (5 décembre 2008)</p>
<p><b>Climat</b> Loi sur le CO<sub>2</sub>: plus de marge pour des mesures volontaires (5 décembre 2008)</p>
<p><b>Politique énergétique</b> Les mesures visant à atténuer l'augmentation des prix de l'électricité sont insuffisantes (5 décembre 2008)</p>
<p><b>Fiscalité des entreprises</b> Mesures prévues pour renforcer l'attrait fiscal suisse (10 décembre 2008)</p>
<p><b>Fiscalité des entreprises</b> Vent de fronde contre l'augmentation de l'impôt sur la fortune des PME (11 décembre 2008)</p>
<p><b>Libre circulation des personnes</b> Une étude du KOF confirme les effets positifs de la libre circulation (12 décembre 2008)</p>
<p><b>Finances publiques, Fiscalité</b> Les citoyens s'opposent à l'endettement (17 décembre 2008)</p>
<p><b>economiesuisse</b> L'AITI adhère à economiesuisse – L'association des industries tessinoises devient membre d'economiesuisse (22 décembre 2008)</p>

## Newsletter

<p><b>01/08</b> Libre circulation des personnes / Réforme de l'imposition des PME / Approvisionnement en énergie / Risques de surcoûts dans les assurances sociales</p>
<p><b>02/08</b> Réforme de l'imposition des PME adoptée / Taxe CO<sub>2</sub>: on ne change pas les règles pendant le jeu / Télécommunications: innovation et baisses de prix grâce aux marchés</p>
<p><b>03/08</b> De nouvelles réformes pour renforcer la Suisse / La libre circulation indispensable à notre prospérité / Infrastructures: besoin de transparence et de concurrence</p>

<p><b>04/08</b> Rapport sur la croissance: un pas dans la bonne direction / Poursuivre sur la voie bilatérale qui a fait ses preuves / La pénurie d'électricité ne connaît pas de frontières / Finances fédérales: le défi des assurances sociales</p>
<p><b>05/08</b> Finances fédérales: une euphorie déplacée / Énergies renouvelables: sus aux incohérences! / Pour un droit des brevets crédible</p>
<p><b>06/08</b> Accords bilatéraux: le chemin de notre réussite / Une politique financière durable, pour la croissance et la prospérité / Nouvelles dispositions dans la lutte contre la contrefaçon</p>
<p><b>07/08</b> Journée de l'économie: Innover, une nécessité / Les TVA à l'ancienne n'ont pas d'avenir / La révision totale de l'ordonnance sur la maturité professionnelle manque sa cible</p>
<p><b>08/08</b> Table ronde sur les prix de l'électricité / L'initiative des syndicats menace l'AVS / Révision du droit des actionnaires à examiner sous l'angle de la liberté d'entreprise</p>
<p><b>09/08</b> Crise financière: certaines recettes sont pires que le mal! / Mesures rapides et efficaces contre la hausse des prix de l'électricité / Marchés émergents: Swiss Start-up Fund du SECO</p>
<p><b>10/08</b> Conjoncture: croissance nulle attendue / Les succès des mesures volontaires en politique climatique / Imposition des PME discrètement triplée?</p>

## Campagnes de votations

<p>Deuxième réforme de l'imposition des entreprises (24 février 2008)</p>
<p>Initiative populaire «pour un âge de l'AVS flexible» (30 novembre 2008)</p>
<p>Libre-circulation des personnes avec l'UE: reconduction et extension de l'accord à la Bulgarie et à la Roumanie (8 février 2009)</p>

## Conférences de presse

<p>Poursuivre la voie bilatérale qui a fait ses preuves (16 avril 2008)</p>
<p>Pour un système de formation et de recherche hautement performant (23 avril 2008)</p>
<p>Bachelor HES: nouveau titre, qualité éprouvée (19 mai 2008)</p>
<p>Des finances durables, pour la croissance et la prospérité (4 juillet 2008)</p>
<p>Table ronde sur les prix de l'électricité (21 octobre 2008)</p>
<p>economiesuisse s'attend à une croissance zéro en 2009 et à des conséquences pour la politique économique (3 décembre 2008)</p>
<p>Une étude du KOF confirme les effets positifs de la libre circulation (12 décembre 2008)</p>
<p>Moniteur financier 2008 (17 décembre 2008)</p>

## Manifestations économiques

---

Manifestations économiques sous «[www.manifestations.ch](http://www.manifestations.ch)»

---

**Conférence de presse annuelle d'économiesuisse**

6 avril 2009

---

**Conférence des directeurs**

5 mai 2009

---

**Journée de l'économie**

4 septembre 2009

---

## Dates des sessions

---

**Session de printemps**

2 au 20 mars 2009

---

**Session d'été**

25 mai au 12 juin 2009

---

**Session d'automne**

7 au 25 septembre 2009

---

**Session d'hiver**

23 novembre au 11 décembre 2009

---

**Session spéciale**

27 au 30 avril 2009

---

## Dates de votations

---

**8 février 2009**

Libre-circulation des personnes avec l'UE: reconduction et extension de l'accord à la Bulgarie et à la Roumanie

---

**17 mai 2009**

Médecines complémentaires,  
Passeports biométriques

---

**27 septembre 2009**

---

**29 novembre 2009**

---



economiesuisse  
Fédération des entreprises suisses  
Carrefour de Rive 1  
Case postale 3684  
CH-1211 Genève 3

economiesuisse  
Verband der Schweizer Unternehmen  
Hegibachstrasse 47  
Postfach  
CH-8032 Zürich

economiesuisse  
Verband der Schweizer Unternehmen  
Spitalgasse 4  
Postfach  
CH-3001 Bern

economiesuisse  
Federazione delle imprese svizzere  
Corso Elvezia 16  
Casella postale 5563  
CH-6901 Lugano

economiesuisse  
Swiss Business Federation  
Avenue de Cortenbergh 168  
B-1000 Bruxelles

[www.economiesuisse.ch](http://www.economiesuisse.ch)